Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 5 del 7 gennaio 2006 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 7 gennaio 2006** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 3/L

LEGGE 16 dicembre 2005, n. **282.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione congiunta in materia di sicurezza della gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, fatta a Vienna il 5 settembre 1997.

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 16 dicembre 2005, n. **282.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione congiunta in materia di sicurezza della gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, fatta a Vienna il 5 settembre 1997.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione congiunta in materia di sicurezza della gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, fatta a Vienna il 5 settembre 1997.

Art. 2.

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 40 della Convenzione stessa.

Art. 3.

Copertura finanziaria

1. Per l'attuazione della presente legge è autorizzata la spesa di euro 28.911 annui a decorrere dal 2005. Al relativo onere si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2005-2007, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno 2005, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra il vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 dicembre 2005

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

FINI, *Ministro degli affari esteri*

SCAJOLA, *Ministro delle attività produttive*

MATTEOLI, *Ministro dell'ambiente e della tutela del territorio*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

CONVENTION COMMUNE SUR LA SURETE DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE USE ET SUR LA SURETE DE LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS

	PREAMBULE
CHAPITRE PREMIER	OBJECTIFS, DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION
ARTICLE PREMIER	OBJECTIFS
ARTICLE 2	DEFINITIONS
ARTICLE 3	CHAMP D'APPLICATION
CHAPITRE 2	SURETE DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE USE
ARTICLE 4	PRESCRIPTIONS GENERALES DE SURETE
ARTICLE 5	INSTALLATIONS EXISTANTES
ARTICLE 6	CHOIX DU SITE DES INSTALLATIONS EN PROJET
ARTICLE 7	CONCEPTION ET CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS
ARTICLE 8	EVALUATION DE LA SURETE DES INSTALLATIONS
ARTICLE 9	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
ARTICLE 10	STOCKAGE DEFINITIF DU COMBUSTIBLE USE
CHAPITRE 3	SURETE DE LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS
ARTICLE 11	PRESCRIPTIONS GENERALES DE SURETE
ARTICLE 12	INSTALLATIONS EXISTANTES ET PRATIQUES ANTERIEURES
ARTICLE 13	CHOIX DU SITE DES INSTALLATIONS EN PROJET
ARTICLE 14	CONCEPTION ET CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS
ARTICLE 15	EVALUATION DE LA SURETE DES INSTALLATIONS
ARTICLE 16	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
ARTICLE 17	MESURES INSTITUTIONNELLES APRES LA FERMETURE
CHAPITRE 4	DISPOSITIONS GENERALES DE SURETE
ARTICLE 18	MESURES D'APPLICATION
ARTICLE 19	CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
ARTICLE 20	ORGANISME DE REGLEMENTATION
ARTICLE 21	RESPONSABILITE DU TITULAIRE D'UNE AUTORISATION
ARTICLE 22	RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES
ARTICLE 23	ASSURANCE DE LA QUALITE
ARTICLE 24	RADIOPROTECTION DURANT L'EXPLOITATION
ARTICLE 25	ORGANISATION POUR LES CAS D'URGENCE
ARTICLE 26	DECLASSEMENT
CHAPITRE 5	DISPOSITIONS DIVERSES
ARTICLE 27	MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES
ARTICLE 28	SOURCES SCELLEES RETIREES DU SERVICE

CHAPITRE 6	REUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES
ARTICLE 29	REUNION PREPARATOIRE
ARTICLE 30	REUNIONS D'EXAMEN
ARTICLE 31	REUNIONS EXTRAORDINAIRES
ARTICLE 32	RAPPORTS
ARTICLE 33	PARTICIPATION
ARTICLE 34	RAPPORTS DE SYNTHESE
ARTICLE 35	LANGUES
ARTICLE 36	CONFIDENTIALITE
ARTICLE 37	SECRETARIAT
CHAPITRE 7	CLAUSES FINALES ET AUTRES DISPOSITIONS
ARTICLE 38	REGLEMENT DES DESACCORDS
ARTICLE 39	SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION, ADHESION
ARTICLE 40	ENTREE EN VIGUEUR
ARTICLE 41	AMENDEMENTS A LA CONVENTION
ARTICLE 42	DENONCIATION
ARTICLE 43	DEPOSITAIRE
ARTICLE 44	TEXTES AUTHENTIQUES

PREAMBULE

Les Parties contractantes,

i) Reconnaissant que l'exploitation des réacteurs nucléaires produit du combustible usé et des déchets radioactifs et que d'autres applications des technologies nucléaires génèrent aussi des déchets radioactifs;

ii) Reconnaissant que les mêmes objectifs de sûreté valent aussi bien pour la gestion du combustible usé que pour celle des déchets radioactifs;

iii) Réaffirmant l'importance pour la communauté internationale de faire en sorte que des pratiques rationnelles soient prévues et mises en oeuvre aux fins de la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;

iv) Reconnaissant qu'il est important d'informer le public sur les questions se rapportant à la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;

v) Désireuses de promouvoir une véritable culture de sûreté nucléaire dans le monde entier;

vi) Réaffirmant que c'est à l'Etat qu'il incombe en dernier ressort d'assurer la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;

vii) Reconnaissant que c'est à l'Etat qu'il incombe de définir une politique en matière de cycle du combustible, certains Etats considérant que le combustible usé est une ressource de valeur, qui peut être retraité, d'autres choisissant de le stocker définitivement;

viii) Reconnaissant que le combustible usé et les déchets radioactifs non visés par la présente Convention du fait qu'ils font partie de programmes militaires ou de défense devraient être gérés conformément aux objectifs énoncés dans la présente Convention;

ix) Affirmant l'importance de la coopération internationale dans le renforcement de la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs par le biais de mécanismes bilatéraux et multilatéraux et de la présente Convention incitative;

x) Ayant à l'esprit les besoins des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, et des Etats à économie en transition ainsi que la nécessité de faciliter le fonctionnement des mécanismes existants afin de contribuer à l'exercice de leurs droits et au respect de leurs obligations tels qu'énoncés dans la présente Convention incitative;

xi) Convaincues que les déchets radioactifs devraient, dans la mesure où cela est compatible avec la sûreté de la gestion de ces matières, être stockés définitivement dans l'Etat où ils ont été produits, tout en reconnaissant que, dans certaines circonstances, une gestion sûre et efficace du combustible usé et des déchets radioactifs pourrait être favorisée par des accords entre Parties contractantes pour l'utilisation d'installations situées dans l'une d'entre elles au profit des autres Parties, en particulier lorsque les déchets résultent de projets communs;

xii) Reconnaissant que tout Etat a le droit d'interdire l'importation sur son territoire de combustible usé et de déchets radioactifs d'origine étrangère;

xiii) Ayant à l'esprit la Convention sur la sûreté nucléaire (1994), la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire (1986), la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique (1986), la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (1980), la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, telle qu'amendée (1994), et d'autres instruments internationaux pertinents;

xiv) Ayant à l'esprit les principes énoncés dans les Normes fondamentales internationales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnements (1996), établies sous les auspices de plusieurs organisations, dans le document de l'AIEA (Fondements de la sûreté) intitulé "Principes de la gestion des déchets radioactifs" (1996), ainsi que dans les normes internationales existantes qui régissent la sûreté du transport des matières radioactives;

xv) Rappelant le chapitre 22 du programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1992, qui réaffirme l'importance primordiale d'une gestion sûre et écologiquement rationnelle des déchets radioactifs;

xvi) Reconnaissant qu'il est souhaitable de renforcer le système de contrôle international s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives visées à l'article 1.3) de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (1989);

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. OBJECTIFS, DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE PREMIER. OBJECTIFS

Les objectifs de la présente Convention sont les suivants :

i) Atteindre et maintenir un haut niveau de sûreté dans le monde entier en matière de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, grâce au renforcement des mesures nationales et de la coopération internationale, y compris, s'il y a lieu, de la coopération technique en matière de sûreté;

ii) Faire en sorte qu'à tous les stades de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs il existe des défenses efficaces contre les risques potentiels afin que les individus, la société et l'environnement soient protégés, aujourd'hui et à l'avenir, contre les effets nocifs des rayonnements ionisants, de sorte qu'il soit satisfait aux besoins et aux aspirations de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs;

iii) Prévenir les accidents ayant des conséquences radiologiques et atténuer ces conséquences au cas où de tels accidents se produiraient à un stade quelconque de la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs.

ARTICLE 2. DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

a) "*Autorisation*" s'entend de toute autorisation, permission ou attestation délivrée par un organisme de réglementation pour entreprendre toute activité ayant trait à la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs;

b) "*Combustible usé*" s'entend du combustible nucléaire qui a été irradié dans le coeur d'un réacteur et qui en a été définitivement retiré;

c) "*Déchets radioactifs*" s'entend des matières radioactives sous forme gazeuse, liquide ou solide pour lesquelles aucune utilisation ultérieure n'est prévue par la Partie contractante ou par une personne physique ou morale dont la décision est acceptée par la Partie contractante et qui sont contrôlées en tant que déchets radioactifs par un organisme de réglementation conformément au cadre législatif et réglementaire de la Partie contractante;

d) "*Déclassement*" s'entend de toutes les étapes conduisant à la levée du contrôle réglementaire sur une installation nucléaire autre qu'une installation de stockage définitif. Ces étapes comprennent les opérations de décontamination et de démantèlement;

e) "*Durée de vie utile*" s'entend de la période au cours de laquelle une installation de gestion de combustible usé ou de déchets radioactifs est utilisée aux fins prévues. Dans le cas d'une installation de stockage définitif, cette période commence au moment où du combustible usé ou des déchets radioactifs sont mis en place pour la première fois dans l'installation et se termine avec la fermeture de celle-ci;

f) "*Entreposage*" s'entend de la détention de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation qui en assure le confinement, dans l'intention de les récupérer;

g) "*Etat de destination*" s'entend de l'Etat vers lequel un mouvement transfrontière est prévu ou a lieu,

h) "*Etat d'origine*" s'entend de l'Etat à partir duquel un mouvement transfrontière est prévu ou est engagé;

i) "*Etat de transit*" s'entend de tout Etat, autre que l'Etat d'origine ou l'Etat de destination, à travers le territoire duquel un mouvement transfrontière est prévu ou a lieu;

j) "*Fermeture*" s'entend de l'achèvement de toutes les opérations un certain temps après la mise en place de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation de stockage définitif. Ces opérations comprennent les derniers ouvrages ou autres travaux requis pour assurer à long terme la sûreté de l'installation;

k) "*Gestion des déchets radioactifs*" s'entend de toutes les activités, y compris les activités de déclassement, qui ont trait à la manutention, au prétraitement, au traitement, au conditionnement, à l'entreposage ou au stockage définitif des déchets radioactifs, à l'exclusion du transport à l'extérieur d'un site. Cela peut aussi comprendre des rejets d'effluents;

l) "*Gestion du combustible usé*" s'entend de toutes les activités qui ont trait à la manutention ou à l'entreposage du combustible usé, à l'exclusion du transport à l'extérieur d'un site. Cela peut aussi comprendre des rejets d'effluents;

m) "*Installation de gestion de combustible usé*" s'entend de toute installation ou de tout établissement ayant principalement pour objet la gestion de combustible usé;

n) "*Installation de gestion de déchets radioactifs*" s'entend de toute installation ou de tout établissement qui a principalement pour objet la gestion de déchets radioactifs, y compris d'une installation nucléaire en cours de déclassement à condition qu'elle soit définie par la Partie contractante comme installation de gestion de déchets radioactifs;

o) "*Installation nucléaire*" s'entend d'une installation civile avec son terrain, ses bâtiments et ses équipements, dans laquelle des matières radioactives sont produites, traitées, utilisées, manipulées, entreposées ou stockées définitivement à un niveau tel qu'il faut considérer des dispositions de sûreté;

p) "*Mouvement transfrontière*" s'entend de toute expédition de combustible usé ou de déchets radioactifs d'un Etat d'origine vers un Etat de destination;

q) "*Organisme de réglementation*" s'entend d'un ou de plusieurs organismes investis par la Partie contractante du pouvoir juridique de réglementer tout aspect de la sûreté de la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs, et notamment de délivrer des autorisations;

r) "*Rejets d'effluents*" s'entend d'émissions dans l'environnement de matières radioactives liquides ou gazeuses en tant que pratique légitime au cours de l'exploitation normale d'installations nucléaires réglementées. Ces émissions sont programmées et contrôlées dans les limites autorisées par l'organisme de réglementation;

s) "*Retraitement*" s'entend d'un processus ou d'une opération ayant pour objet d'extraire des isotopes radioactifs du combustible usé aux fins d'utilisation ultérieure;

t) "*Source scellée*" s'entend des matières radioactives qui sont enfermées d'une manière permanente dans une capsule ou fixées sous forme solide, à l'exclusion des éléments combustibles pour réacteurs;

u) "*Stockage définitif*" s'entend de la mise en place de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation appropriée sans intention de les récupérer.

ARTICLE 3. CHAMP D'APPLICATION

1. La présente Convention s'applique à la sûreté de la gestion du combustible usé lorsque celui-ci résulte de l'exploitation de réacteurs nucléaires civils. Le combustible usé détenu dans les installations de retraitement qui fait l'objet d'une activité de retraitement n'entre pas dans le champ

d'application de la présente Convention à moins que la Partie contractante ne déclare que le retraitement fait partie de la gestion du combustible usé.

2. La présente Convention s'applique également à la sûreté de la gestion des déchets radioactifs lorsque ceux-ci résultent d'applications civiles. Cependant, elle ne s'applique pas aux déchets qui ne contiennent que des matières radioactives naturelles et ne proviennent pas du cycle du combustible nucléaire, à moins qu'ils ne constituent une source scellée retirée du service ou qu'ils ne soient déclarés comme déchets radioactifs aux fins de la présente Convention par la Partie contractante.

3. La présente Convention ne s'applique pas à la sûreté de la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs qui font partie de programmes militaires ou de défense, à moins qu'ils n'aient été déclarés comme combustible usé ou déchets radioactifs aux fins de la présente Convention par la Partie contractante. Toutefois, la présente Convention s'applique à la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs provenant de programmes militaires ou de défense si et lorsque ces matières sont transférées définitivement à des programmes exclusivement civils et gérées dans le cadre de ces programmes.

4. La présente Convention s'applique également aux rejets d'effluents conformément aux dispositions des articles 4, 7, 11, 14, 24 et 26.

CHAPITRE 2. SURETE DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE USE

ARTICLE 4. PRESCRIPTIONS GENERALES DE SURETE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, à tous les stades de la gestion du combustible usé, les individus, la société et l'environnement soient protégés de manière adéquate contre les risques radiologiques.

Ce faisant, chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour :

i) Faire en sorte que la criticité et l'évacuation de la chaleur résiduelle produite pendant la gestion du combustible usé soient prises en compte de manière adéquate;

ii) Faire en sorte que la production de déchets radioactifs liée à la gestion du combustible usé soit maintenue au niveau le plus bas qu'il soit possible d'atteindre, compte tenu du type de politique adoptée en matière de cycle du combustible;

iii) Tenir compte des liens d'interdépendance existant entre les différentes étapes de la gestion du combustible usé;

iv) Assurer une protection efficace des individus, de la société et de l'environnement en appliquant au niveau national des méthodes de protection appropriées qui ont été approuvées par l'organisme de réglementation, dans le cadre de sa législation nationale, laquelle tient dûment compte des critères et normes internationalement approuvés;

v) Tenir compte des risques biologiques, chimiques et autres qui peuvent être associés à la gestion du combustible usé;

vi) S'efforcer d'éviter les actions dont les effets raisonnablement prévisibles sur les générations futures sont supérieurs à ceux qui sont admis pour la génération actuelle;

vii) Chercher à éviter d'imposer des contraintes excessives aux générations futures.

ARTICLE 5. INSTALLATIONS EXISTANTES

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour examiner la sûreté de toute installation de gestion de combustible usé existant au moment où la présente Convention entre en vigueur à son égard et faire en sorte que, si besoin est, toutes les améliorations qui peuvent raisonnablement y être apportées le soient en vue d'en renforcer la sûreté.

ARTICLE 6. CHOIX DU SITE DES INSTALLATIONS EN PROJET

1. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que des procédures soient mises en place et appliquées pour une installation de gestion de combustible usé en projet, en vue :

i) D'évaluer tous les facteurs pertinents liés au site qui sont susceptibles d'influer sur la sûreté de cette installation pendant la durée de sa vie utile;

ii) D'évaluer l'impact que cette installation est susceptible d'avoir, du point de vue de la sûreté, sur les individus, la société et l'environnement;

iii) De mettre à la disposition du public des informations sur la sûreté de cette installation;

iv) De consulter les Parties contractantes voisines d'une telle installation, dans la mesure où celle-ci est susceptible d'avoir des conséquences pour elles, et de leur communiquer, à leur demande, des données générales concernant l'installation afin de leur permettre d'évaluer l'impact probable de celle-ci en matière de sûreté sur leur territoire.

2. Ce faisant, chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que de telles installations n'aient pas d'effets inacceptables sur d'autres Parties contractantes en choisissant leur site conformément aux prescriptions générales de sûreté énoncées à l'article 4.

ARTICLE 7. CONCEPTION ET CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Lors de la conception et de la construction d'une installation de gestion de combustible usé, des mesures appropriées soient prévues pour restreindre les éventuelles incidences radiologiques sur les individus, la société et l'environnement, y compris celles qui sont dues aux rejets d'effluents ou aux émissions incontrôlées;

ii) Au stade de la conception, il soit tenu compte des plans théoriques et, selon les besoins, des dispositions techniques pour le déclassement d'une installation de gestion de combustible usé;

iii) Les technologies utilisées dans la conception et la construction d'une installation de gestion de combustible usé s'appuient sur l'expérience, des essais ou des analyses.

ARTICLE 8. EVALUATION DE LA SURETE DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Avant la construction d'une installation de gestion de combustible usé, il soit procédé à une évaluation systématique de la sûreté et à une évaluation environnementale qui soient appropriées au risque présenté par l'installation et qui couvrent sa durée de vie utile;

ii) Avant l'exploitation d'une installation de gestion de combustible usé, des versions mises à jour et détaillées de l'évaluation de sûreté et de l'évaluation environnementale soient établies, lorsque cela est jugé nécessaire, pour compléter les évaluations visées à l'alinéa i).

ARTICLE 9. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) L'autorisation d'exploiter une installation de gestion de combustible usé se fonde sur les évaluations appropriées spécifiées à l'article 8 et soit subordonnée à l'exécution d'un programme de mise en service démontrant que l'installation, telle que construite, est conforme aux exigences de conception et de sûreté;

ii) Des limites et conditions d'exploitation découlant d'essais, de l'expérience d'exploitation et des évaluations spécifiées à l'article 8 soient définies et révisées si besoin est;

iii) L'exploitation, la maintenance, la surveillance, l'inspection et les essais d'une installation de gestion de combustible usé soient assurés conformément aux procédures établies;

iv) Un appui en matière d'ingénierie et de technologie dans tous les domaines liés à la sûreté soit disponible pendant toute la durée de vie utile d'une installation de gestion de combustible usé;

v) Les incidents significatifs pour la sûreté soient déclarés en temps voulu par le titulaire de l'autorisation à l'organisme de réglementation;

vi) Des programmes de collecte et d'analyse des données pertinentes de l'expérience d'exploitation soient mis en place et qu'il soit donné suite aux résultats obtenus, lorsqu'il y a lieu;

vii) Des plans de déclassement d'une installation de gestion de combustible usé soient élaborés et mis à jour, selon les besoins, à l'aide des informations obtenues au cours de la durée de vie utile de cette installation, et qu'ils soient examinés par l'organisme de réglementation.

ARTICLE 10. STOCKAGE DEFINITIF DU COMBUSTIBLE USE

Si, conformément à son propre cadre législatif et réglementaire, une Partie contractante a désigné du combustible usé pour stockage définitif, celui-ci est réalisé conformément aux obligations énoncées au chapitre 3 en ce qui concerne le stockage définitif des déchets radioactifs.

CHAPITRE 3. SURETE DE LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS

ARTICLE 11. PRESCRIPTIONS GENERALES DE SURETE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, à tous les stades de la gestion des déchets radioactifs, les individus, la société et l'environnement soient protégés de manière adéquate contre les risques radiologiques et autres.

Ce faisant, chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour :

i) Faire en sorte que la criticité et l'évacuation de la chaleur résiduelle produite pendant la gestion des déchets radioactifs soient prises en compte de manière adéquate;

ii) Faire en sorte que la production de déchets radioactifs soit maintenue au niveau le plus bas qu'il soit possible d'atteindre;

iii) Tenir compte des liens d'interdépendance existant entre les différentes étapes de la gestion des déchets radioactifs;

iv) Assurer une protection efficace des individus, de la société et de l'environnement en appliquant au niveau national des méthodes de protection appropriées qui ont été approuvées par l'organisme de réglementation, dans le cadre de sa législation nationale, laquelle tient dûment compte des critères et normes internationalement approuvés;

v) Tenir compte des risques biologiques, chimiques et autres qui peuvent être associés à la gestion des déchets radioactifs;

vi) S'efforcer d'éviter les actions dont les effets raisonnablement prévisibles sur les générations futures sont supérieurs à ceux qui sont admis pour la génération actuelle;

vii) Chercher à éviter d'imposer des contraintes excessives aux générations futures.

ARTICLE 12. INSTALLATIONS EXISTANTES ET PRATIQUES ANTERIEURES

Chaque Partie contractante prend en temps voulu les mesures appropriées pour examiner :

i) La sûreté de toute installation de gestion de déchets radioactifs existant au moment où la présente Convention entre en vigueur à son égard et faire en sorte que, si besoin est, toutes les améliorations qui peuvent raisonnablement y être apportées le soient en vue d'en renforcer la sûreté;

ii) Les conséquences des pratiques antérieures afin de déterminer si une intervention est nécessaire pour des raisons de radioprotection sans perdre de vue que la réduction du dommage résultant de la diminution de la dose devrait être suffisante pour justifier les effets négatifs et les coûts liés à l'intervention, y compris les coûts sociaux.

ARTICLE 13. CHOIX DU SITE DES INSTALLATIONS EN PROJET

1. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que des procédures soient mises en place et appliquées pour une installation de gestion de déchets radioactifs en projet, en vue :

i) D'évaluer tous les facteurs pertinents liés au site qui sont susceptibles d'influer sur la sûreté de cette installation pendant la durée de sa vie utile et sur celle d'une installation de stockage définitif après sa fermeture;

ii) D'évaluer l'impact que cette installation est susceptible d'avoir, du point de vue de la sûreté, sur les individus, la société et l'environnement, compte tenu de l'évolution possible de l'état du site des installations de stockage définitif après leur fermeture;

iii) De mettre à la disposition du public des informations sur la sûreté de cette installation;

iv) De consulter les Parties contractantes voisines d'une telle installation, dans la mesure où celle-ci est susceptible d'avoir des conséquences pour elles, et de leur communiquer, à leur demande, des données générales concernant l'installation afin de leur permettre d'évaluer l'impact probable de celle-ci en matière de sûreté sur leur territoire.

2. Ce faisant, chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que de telles installations n'aient pas d'effets inacceptables sur d'autres Parties contractantes en choisissant leur site conformément aux prescriptions générales de sûreté énoncées à l'article 11.

ARTICLE 14. CONCEPTION ET CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Lors de la conception et de la construction d'une installation de gestion de déchets radioactifs, des mesures appropriées soient prévues pour restreindre les éventuelles incidences radiologiques sur les individus, la société et l'environnement, y compris celles qui sont dues aux rejets d'effluents ou aux émissions incontrôlées;

ii) Au stade de la conception, il soit tenu compte des plans théoriques et, selon les besoins, des dispositions techniques pour le déclassement d'une installation de gestion de déchets radioactifs autre qu'une installation de stockage définitif;

iii) Au stade de la conception, des dispositions techniques soient élaborées pour la fermeture d'une installation de stockage définitif;

iv) Les technologies utilisées dans la conception et la construction d'une installation de gestion de déchets radioactifs s'appuient sur l'expérience, des essais ou des analyses.

ARTICLE 15. EVALUATION DE LA SURETE DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Avant la construction d'une installation de gestion de déchets radioactifs, il soit procédé à une évaluation systématique de la sûreté et à une évaluation environnementale qui soient appropriées au risque présenté par l'installation et qui couvrent sa durée de vie utile;

ii) En outre, avant la construction d'une installation de stockage définitif, il soit procédé à une évaluation systématique de la sûreté et à une évaluation environnementale pour la période qui suit la fermeture, et que les résultats soient évalués d'après les critères établis par l'organisme de réglementation;

iii) Avant l'exploitation d'une installation de gestion de déchets radioactifs, des versions mises à jour et détaillées de l'évaluation de sûreté et de l'évaluation environnementale soient établies, lorsque cela est jugé nécessaire, pour compléter les évaluations visées à l'alinéa i).

ARTICLE 16. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) L'autorisation d'exploiter une installation de gestion de déchets radioactifs se fonde sur les évaluations appropriées spécifiées à l'article 15 et soit subordonnée à l'exécution d'un programme de mise en service démontrant que l'installation, telle que construite, est conforme aux exigences de conception et de sûreté;

ii) Des limites et conditions d'exploitation découlant d'essais, de l'expérience d'exploitation et des évaluations spécifiées à l'article 15 soient définies et révisées si besoin est;

iii) L'exploitation, la maintenance, la surveillance, l'inspection et les essais d'une installation de gestion de déchets radioactifs soient assurés conformément aux procédures établies. Dans le cas d'une installation de stockage définitif, les résultats ainsi obtenus sont utilisés pour vérifier et examiner la validité des hypothèses avancées et pour mettre à jour les évaluations spécifiées à l'article 15 pour la période qui suit la fermeture;

iv) Un appui en matière d'ingénierie et de technologie dans tous les domaines liés à la sûreté soit disponible pendant toute la durée de vie utile d'une installation de gestion de déchets radioactifs;

v) Des procédures de caractérisation et de séparation des déchets radioactifs soient appliquées;

vi) Les incidents significatifs pour la sûreté soient déclarés en temps voulu par le titulaire de l'autorisation à l'organisme de réglementation;

vii) Des programmes de collecte et d'analyse des données pertinentes de l'expérience d'exploitation soient mis en place et qu'il soit donné suite aux résultats obtenus, lorsqu'il y a lieu;

viii) Des plans de déclassement d'une installation de gestion de déchets radioactifs, autre qu'une installation de stockage définitif, soient élaborés et mis à jour, selon les besoins, à l'aide des informations obtenues au cours de la durée de vie utile de cette installation, et qu'ils soient examinés par l'organisme de réglementation;

ix) Des plans pour la fermeture d'une installation de stockage définitif soient élaborés et mis à jour, selon les besoins, à l'aide des informations obtenues au cours de la durée de vie utile de cette installation, et qu'ils soient examinés par l'organisme de réglementation.

ARTICLE 17. MESURES INSTITUTIONNELLES APRES LA FERMETURE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, après la fermeture d'une installation de stockage définitif :

i) Les dossiers exigés par l'organisme de réglementation au sujet de l'emplacement, de la conception et du contenu de cette installation soient conservés;

ii) Des contrôles institutionnels, actifs ou passifs, tels que la surveillance ou les restrictions d'accès, soient assurés si cela est nécessaire;

iii) Si, durant toute période de contrôle institutionnel actif, une émission non programmée de matières radioactives dans l'environnement est détectée, des mesures d'intervention soient mises en oeuvre en cas de besoin.

CHAPITRE 4. DISPOSITIONS GENERALES DE SURETE

ARTICLE 18. MESURES D'APPLICATION

Chaque Partie contractante prend, en droit interne, les mesures législatives, réglementaires et administratives et les autres dispositions qui sont nécessaires pour remplir ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 19. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

1. Chaque Partie contractante établit et maintient en vigueur un cadre législatif et réglementaire pour régir la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

2. Ce cadre législatif et réglementaire prévoit :

   i) L'établissement de prescriptions et de règlements nationaux pertinents en matière de sûreté radiologique;

ii) Un système de délivrance d'autorisations pour les activités de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;

iii) Un système interdisant l'exploitation sans autorisation d'une installation de gestion de combustible usé ou de déchets radioactifs;

iv) Un système de contrôle institutionnel approprié, d'inspection réglementaire, de documentation et de rapports;

v) Des mesures destinées à faire respecter les règlements applicables et les conditions des autorisations;

vi) Une répartition claire des responsabilités des organismes concernés par les différentes étapes de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

3. Lorsqu'elles examinent si des matières radioactives doivent être soumises à la réglementation applicable aux déchets radioactifs, les Parties contractantes tiennent dûment compte des objectifs de la présente Convention.

ARTICLE 20. ORGANISME DE REGLEMENTATION

1. Chaque Partie contractante crée ou désigne un organisme de réglementation chargé de mettre en oeuvre le cadre législatif et réglementaire visé à l'article 19, et doté des pouvoirs, de la compétence et des ressources financières et humaines adéquats pour assumer les responsabilités qui lui sont assignées.

2. Chaque Partie contractante prend, conformément à son cadre législatif et réglementaire, les mesures appropriées pour assurer une indépendance effective des fonctions de réglementation par rapport aux autres fonctions dans les organismes qui s'occupent à la fois de la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs et de la réglementation en la matière.

ARTICLE 21. RESPONSABILITE DU TITULAIRE D'UNE AUTORISATION

1. Chaque Partie contractante fait le nécessaire pour que la responsabilité première de la sûreté de la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs incombe au titulaire de l'autorisation correspondante et prend les mesures appropriées pour que chaque titulaire d'une telle autorisation assume sa responsabilité.

2. En l'absence de titulaire d'une autorisation ou d'une autre partie responsable, la responsabilité incombe à la Partie contractante qui a juridiction sur le combustible usé ou sur les déchets radioactifs.

ARTICLE 22. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Le personnel qualifié nécessaire soit disponible pour les activités liées à la sûreté pendant la durée de vie utile d'une installation de gestion de combustible usé et de déchets radioactifs;

ii) Des ressources financières suffisantes soient disponibles pour assurer la sûreté des installations de gestion de combustible usé et de déchets radioactifs pendant leur durée de vie utile et pour le déclassement;

iii) Des dispositions financières soient prises pour assurer la continuité des contrôles institutionnels et des mesures de surveillance appropriés aussi longtemps qu'ils sont jugés nécessaires après la fermeture d'une installation de stockage définitif.

ARTICLE 23. ASSURANCE DE LA QUALITE

Chaque Partie contractante prend les mesures nécessaires pour que soient établis et exécutés des programmes appropriés d'assurance de la qualité concernant la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

ARTICLE 24. RADIOPROTECTION DURANT L'EXPLOITATION

1. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, pendant la durée de vie utile d'une installation de gestion de combustible usé ou de déchets radioactifs :

   i) L'exposition des travailleurs et du public aux rayonnements due à l'installation soit maintenue au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre, compte tenu des facteurs économiques et sociaux;

   ii) Aucun individu ne soit exposé, dans des situations normales, à des doses de rayonnement dépassant les limites de dose prescrites au niveau national, qui tiennent dûment compte des normes internationalement approuvées en matière de radioprotection;

   iii) Des mesures soient prises pour empêcher les émissions non programmées et incontrôlées de matières radioactives dans l'environnement.

2. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que les rejets d'effluents soient limités :

   i) Afin de maintenir l'exposition aux rayonnements ionisants au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre, compte tenu des facteurs économiques et sociaux;

   ii) De façon qu'aucun individu ne soit exposé, dans des situations normales, à des doses de rayonnement dépassant les limites de dose prescrites au niveau national, qui tiennent dûment compte des normes internationalement approuvées en matière de radioprotection.

3. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que pendant la durée de vie utile d'une installation nucléaire réglementée, au cas où une émission non programmée ou incontrôlée de matières radioactives dans l'environnement se produirait, des mesures correctives appropriées soient mises en oeuvre afin de maîtriser l'émission et d'en atténuer les effets.

ARTICLE 25. ORGANISATION POUR LES CAS D'URGENCE

1. Chaque Partie contractante veille à ce que, avant et pendant l'exploitation d'une installation de gestion de combustible usé ou de déchets radioactifs, il existe des plans d'urgence concernant le site et, au besoin, des plans d'urgence hors site appropriés. Ces plans d'urgence devraient être testés à intervalles réguliers appropriés.

2. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour élaborer et tester les plans d'urgence pour son territoire dans la mesure où elle est susceptible d'être touchée en cas de situation d'urgence radiologique dans une installation de gestion de combustible usé ou de déchets radioactifs voisine de son territoire.

ARTICLE 26. DECLASSEMENT

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour veiller à la sûreté du déclassement d'une installation nucléaire. Ces mesures doivent garantir que :

i) Du personnel qualifié et des ressources financières adéquates sont disponibles;

ii) Les dispositions de l'article 24 concernant la radioprotection durant l'exploitation, les rejets d'effluents et les émissions non programmées et incontrôlées sont appliquées;

iii) Les dispositions de l'article 25 concernant l'organisation pour les cas d'urgence sont appliquées;

iv) Les dossiers contenant des informations importantes pour le déclassement sont conservés.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27. MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES

1. Chaque Partie contractante concernée par un mouvement transfrontière prend les mesures appropriées pour que ce mouvement s'effectue d'une manière qui soit conforme aux dispositions de la présente Convention et des instruments internationaux pertinents ayant force obligatoire.

Ce faisant :

i) Une Partie contractante qui est un Etat d'origine prend les mesures appropriées pour que ce mouvement transfrontière ne soit autorisé et n'ait lieu qu'après notification à l'Etat de destination et qu'avec le consentement de celui-ci;

ii) Le mouvement transfrontière à travers les Etats de transit est soumis aux obligations internationales pertinentes pour les modes particuliers de transport utilisés;

iii) Une Partie contractante qui est un Etat de destination ne consent à un mouvement transfrontière que si elle dispose des moyens administratifs et techniques et de la structure réglementaire nécessaires pour gérer le combustible usé ou les déchets radioactifs d'une manière qui soit conforme à la présente Convention;

iv) Une Partie contractante qui est un Etat d'origine n'autorise un mouvement transfrontière que si elle peut s'assurer, conformément au consentement de l'Etat de destination, que les exigences énoncées à l'alinéa iii) sont remplies préalablement au mouvement transfrontière;

v) Une Partie contractante qui est un Etat d'origine prend les mesures appropriées pour autoriser le retour sur son territoire, si un mouvement transfrontière n'est pas ou ne peut pas être effectué conformément au présent article, à moins qu'un autre arrangement sûr puisse être conclu.

2. Une Partie contractante ne délivre pas d'autorisation pour l'expédition de son combustible usé ou de ses déchets radioactifs, en vue de leur entreposage ou de leur stockage définitif, vers une destination située au sud de 60 degrés de latitude sud.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne porte préjudice ou atteinte :

i) A l'exercice, par les navires et les aéronefs de tous les Etats, des droits et des libertés de navigation maritime, fluviale et aérienne, tels qu'ils sont prévus par le droit international;

ii) Aux droits d'une Partie contractante vers laquelle des déchets radioactifs sont exportés pour être traités de réexpédier les déchets radioactifs et d'autres produits après traitement à l'Etat d'origine ou de prendre des dispositions à cette fin;

iii) Au droit d'une Partie contractante d'exporter son combustible usé aux fins de retraitement;

iv) Aux droits d'une Partie contractante vers laquelle du combustible usé est exporté pour être retraité de réexpédier les déchets radioactifs et d'autres produits résultant des opérations de retraitement à l'Etat d'origine ou de prendre des dispositions à cette fin.

ARTICLE 28. SOURCES SCELLEES RETIREES DU SERVICE

1. Chaque Partie contractante prend, en droit interne, les mesures appropriées pour que la détention, le reconditionnement ou le stockage définitif des sources scellées retirées du service s'effectuent de manière sûre.

2. Une Partie contractante autorise le retour sur son territoire de sources scellées retirées du service si, en droit interne, elle a accepté que de telles sources soient réexpédiées à un fabricant habilité à recevoir et à détenir les sources scellées retirées du service.

CHAPITRE 6. REUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 29. REUNION PREPARATOIRE

1. Une réunion préparatoire des Parties contractantes se tient dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Lors de cette réunion, les Parties contractantes :

   i) Fixent la date de la première réunion d'examen visée à l'article 30. Celle-ci a lieu dès que possible dans un délai de trente mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;

   ii) Elaborent et adoptent par consensus des Règles de procédure et des Règles financières;

   iii) Fixent en particulier et conformément aux Règles de procédure :

      a) Des principes directeurs concernant la forme et la structure des rapports nationaux à présenter en application de l'article 32;

      b) Une date pour la présentation des rapports en question;

      c) La procédure d'examen de ces rapports.

3. Tout Etat ou toute organisation régionale à caractère d'intégration ou d'une autre nature qui ratifie la présente Convention, l'accepte, l'approuve, la confirme ou y adhère et pour lequel ou laquelle la présente Convention n'est pas encore en vigueur peut assister à la réunion préparatoire comme s'il ou si elle était Partie à la présente Convention.

ARTICLE 30. REUNIONS D'EXAMEN

1. Les Parties contractantes tiennent des réunions pour examiner les rapports présentés en application de l'article 32.

2. A chaque réunion d'examen, les Parties contractantes :

i) Fixent la date de la réunion d'examen suivante, l'intervalle entre les réunions d'examen ne devant pas dépasser trois ans;

ii) Peuvent réexaminer les arrangements pris en vertu du paragraphe 2 de l'article 29 et adopter des révisions par consensus, sauf disposition contraire des Règles de procédure. Elles peuvent aussi amender par consensus les Règles de procédure et les Règles financières.

3. A chaque réunion d'examen, chaque Partie contractante a une possibilité raisonnable de discuter les rapports présentés par les autres Parties contractantes et de demander des précisions à leur sujet.

ARTICLE 31. REUNIONS EXTRAORDINAIRES

Une réunion extraordinaire des Parties contractantes se tient :

i) S'il en est ainsi décidé par la majorité des Parties contractantes présentes et votantes lors d'une réunion;

ii) Sur demande écrite d'une Partie contractante, dans un délai de six mois à compter du moment où cette demande a été communiquée aux Parties contractantes et où le secrétariat visé à l'article 37 a reçu notification du fait que la demande a été appuyée par la majorité d'entre elles.

ARTICLE 32. RAPPORTS

1. Conformément aux dispositions de l'article 30, chaque Partie contractante présente un rapport national à chaque réunion d'examen des Parties contractantes. Ce rapport porte sur les mesures prises pour remplir chacune des obligations énoncées dans la Convention. Pour chaque Partie contractante, le rapport porte aussi sur :

i) Sa politique en matière de gestion du combustible usé;

ii) Ses pratiques en matière de gestion du combustible usé;

iii) Sa politique en matière de gestion des déchets radioactifs;

iv) Ses pratiques en matière de gestion des déchets radioactifs;

v) Les critères qu'elle applique pour définir et classer les déchets radioactifs.

2. Ce rapport comporte aussi :

i) Une liste des installations de gestion du combustible usé auxquelles s'applique la présente Convention, avec indication de leur emplacement, de leur objet principal et de leurs caractéristiques essentielles;

ii) Un inventaire du combustible usé auquel s'applique la présente Convention et qui est entreposé ou qui a été stocké définitivement. Cet inventaire comporte une description des matières et, si elles sont disponibles, des informations sur la masse et l'activité totale de ces matières;

iii) Une liste des installations de gestion de déchets radioactifs auxquelles s'applique la présente Convention, avec indication de leur emplacement, de leur objet principal et de leurs caractéristiques essentielles;

iv) Un inventaire des déchets radioactifs auxquels s'applique la présente Convention qui :

a) sont entreposés dans des installations de gestion de déchets radioactifs et dans des installations du cycle du combustible nucléaire;

b) ont été stockés définitivement; ou

c) résultent de pratiques antérieures.

Cet inventaire comporte une description des matières et d'autres informations pertinentes disponibles, telles que des informations sur le volume ou la masse, l'activité et certains radionucléides;

v) Une liste des installations nucléaires en cours de déclassement, avec indication de l'état d'avancement des activités de déclassement dans ces installations.

ARTICLE 33. PARTICIPATION

1. Chaque Partie contractante participe aux réunions des Parties contractantes; elle y est représentée par un délégué et, dans la mesure où elle le juge nécessaire, par des suppléants, des experts et des conseillers.

2. Les Parties contractantes peuvent inviter, par consensus, toute organisation intergouvernementale qui est compétente pour des questions régies par la présente Convention à assister, en qualité d'observateur, à toute réunion ou à certaines séances d'une réunion. Les observateurs sont tenus d'accepter par écrit et à l'avance les dispositions de l'article 36.

ARTICLE 34. RAPPORTS DE SYNTHESE

Les Parties contractantes adoptent, par consensus, et mettent à la disposition du public un document consacré aux questions qui ont été examinées et aux conclusions qui ont été tirées au cours des réunions des Parties contractantes.

ARTICLE 35. LANGUES

1. Les langues des réunions des Parties contractantes sont l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe, sauf disposition contraire des Règles de procédure.

2. Tout rapport présenté en application de l'article 32 est établi dans la langue nationale de la Partie contractante qui le présente ou dans une langue unique qui sera désignée d'un commun accord dans les Règles de procédure. Au cas où le rapport est présenté dans une langue nationale autre que la langue désignée, une traduction du rapport dans cette dernière est fournie par la Partie contractante.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, s'il est dédommagé, le secrétariat se charge de la traduction dans la langue désignée des rapports soumis dans toute autre langue de la réunion.

ARTICLE 36. CONFIDENTIALITE

1. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas les droits et obligations qu'ont les Parties contractantes, conformément à leur législation, d'empêcher la divulgation d'informations. Aux fins du présent article, le terme "informations" englobe notamment les informations relatives à la sécurité nationale ou à la protection physique des matières nucléaires, les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle ou par le secret industriel ou commercial, et les données à caractère personnel.

2. Lorsque, dans le cadre de la présente Convention, une Partie contractante fournit des informations en précisant qu'elles sont protégées comme indiqué au paragraphe 1, ces informations ne sont utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été fournies et leur caractère confidentiel est respecté.

3. En ce qui concerne les informations ayant trait au combustible usé ou aux déchets radioactifs qui entrent dans le champ d'application de la présente Convention en vertu du paragraphe 3 de l'article 3, les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au pouvoir souverain de la Partie contractante concernée de décider :

   i) De classer ou non ces informations, ou de les soumettre à une autre forme de contrôle, pour en empêcher la diffusion;

   ii) S'il y a lieu de fournir les informations visées à l'alinéa i) ci-dessus dans le cadre de la Convention;

   iii) Des conditions de confidentialité dont ces informations sont assorties si elles sont communiquées dans le cadre de la présente Convention.

4. La teneur des débats qui ont lieu au cours de l'examen des rapports nationaux lors de chaque réunion d'examen tenue conformément à l'article 30 est confidentielle.

ARTICLE 37. SECRETARIAT

1. L'Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée l'"Agence") assure le secrétariat des réunions des Parties contractantes.

2. Le secrétariat :

   i) Convoque les réunions des Parties contractantes visées aux articles 29, 30 et 31, les prépare et en assure le bon fonctionnement;

   ii) Transmet aux Parties contractantes les informations reçues ou préparées conformément aux dispositions de la présente Convention.

Les dépenses encourues par l'Agence pour s'acquitter des tâches prévues aux alinéas i) et ii) ci-dessus sont couvertes au titre de son budget ordinaire.

3. Les Parties contractantes peuvent, par consensus, demander à l'Agence de fournir d'autres services pour les réunions des Parties contractantes. L'Agence peut fournir ces services s'il est possible de les assurer dans le cadre de son programme et de son budget ordinaire. Au cas où cela ne serait pas possible, l'Agence peut fournir ces services s'ils sont financés volontairement par une autre source.

CHAPITRE 7. CLAUSES FINALES ET AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 38. REGLEMENT DES DESACCORDS

En cas de désaccord entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties contractantes tiennent des consultations dans le cadre d'une réunion des Parties contractantes en vue de régler ce désaccord. Au cas où lesdites consultations s'avéreraient improductives, il pourra être recouru aux mécanismes de médiation, de conciliation et d'arbitrage prévus par le droit international, y compris les règles et pratiques en vigueur au sein de l'Agence.

ARTICLE 39. SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION, ADHESION

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats au Siège de l'Agence, à Vienne, à partir du 29 septembre 1997 et jusqu'à son entrée en vigueur.

2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

4. i) La présente Convention est ouverte à la signature, sous réserve de confirmation, ou à l'adhésion d'organisations régionales à caractère d'intégration ou d'une autre nature, à condition que chacune de ces organisations soit constituée par des Etats souverains et ait compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux portant sur des domaines couverts par la présente Convention.

ii) Dans leurs domaines de compétence, ces organisations, en leur nom propre, exercent les droits et assument les responsabilités que la présente Convention attribue aux Etats parties.

iii) En devenant Partie à la présente Convention, une telle organisation communique au dépositaire visé à l'article 43 une déclaration indiquant quels sont ses Etats membres, quels articles de la présente Convention lui sont applicables et quelle est l'étendue de sa compétence dans le domaine couvert par ces articles.

iv) Une telle organisation ne dispose pas de voix propre en plus de celles de ses Etats membres.

5. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion ou de confirmation sont déposés auprès du dépositaire.

ARTICLE 40. ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt, auprès du dépositaire, du vingt-cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, sous réserve qu'un tel instrument ait été déposé par quinze Etats possédant chacun une centrale électronucléaire en service.

2. Pour chaque Etat ou organisation régionale à caractère d'intégration ou d'une autre nature qui ratifie la présente Convention, l'accepte, l'approuve, la confirme ou y adhère après la date de dépôt du dernier instrument requis pour que les conditions énoncées au paragraphe 1 soient remplies, la présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt, auprès du dépositaire, de l'instrument approprié par cet Etat ou cette organisation.

ARTICLE 41. AMENDEMENTS A LA CONVENTION

1. Toute Partie contractante peut proposer un amendement à la présente Convention. Les amendements proposés sont examinés lors d'une réunion d'examen ou d'une réunion extraordinaire.

2. Le texte de tout amendement proposé et les motifs de cet amendement sont communiqués au dépositaire qui transmet la proposition aux Parties contractantes au moins quatre-vingt-dix jours avant la réunion à laquelle l'amendement est soumis pour être examiné. Toutes les observations reçues au sujet de ladite proposition sont communiquées aux Parties contractantes par le dépositaire.

3. Les Parties contractantes décident, après avoir examiné l'amendement proposé, s'il y a lieu de l'adopter par consensus ou, en l'absence de consensus, de le soumettre à une conférence diplomatique. Toute décision de soumettre un amendement proposé à une conférence diplomatique doit être prise à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes à la réunion, sous réserve qu'au moins la moitié des Parties contractantes soient présentes au moment du vote.

4. La conférence diplomatique chargée d'examiner et d'adopter des amendements à la présente Convention est convoquée par le dépositaire et se tient dans un délai d'un an après que la décision appropriée a été prise conformément au paragraphe 3 du présent article. La Conférence diplomatique déploie tous les efforts possibles pour que les amendements soient adoptés par

consensus. Si cela n'est pas possible, les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers de l'ensemble des Parties contractantes.

5. Les amendements à la présente Convention qui ont été adoptés conformément aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus sont soumis à ratification, acceptation, approbation ou confirmation par les Parties contractantes et entrent en vigueur à l'égard des Parties contractantes qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou confirmés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la réception, par le dépositaire, des instruments correspondants d'au moins les deux tiers desdites Parties contractantes. Pour une Partie contractante qui ratifie, accepte, approuve ou confirme ultérieurement lesdits amendements, ceux-ci entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième qui suit le dépôt par cette Partie contractante de l'instrument correspondant.

ARTICLE 42. DENONCIATION

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire reçoit cette notification, ou à toute autre date ultérieure spécifiée dans la notification.

ARTICLE 43. DEPOSITAIRE

1. Le Directeur général de l'Agence est le dépositaire de la présente Convention.

2. Le dépositaire informe les Parties contractantes :

   i) De la signature de la présente Convention et du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion ou de confirmation, conformément à l'article 39;

   ii) De la date à laquelle la Convention entre en vigueur, conformément à l'article 40;

   iii) Des notifications de dénonciation de la Convention faites conformément à l'article 42 et de la date de ces notifications;

iv). Des projets d'amendements à la présente Convention soumis par des Parties contractantes, des amendements adoptés par la conférence diplomatique correspondante ou la réunion des Parties contractantes et de la date d'entrée en vigueur desdits amendements, conformément à l'article 41.

ARTICLE 44. TEXTES AUTHENTIQUES

L'original de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, est déposé auprès du dépositaire, qui en adresse des copies certifiées conformes aux Parties contractantes.

EN FOI DE QUOI LES SOUSSIGNÉS, A CE DUMENT HABILITES, ONT SIGNE LA PRESENTE CONVENTION.

Fait à Vienne, le cinq septembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Traduzione non ufficiale

CONVENZIONE CONGIUNTA IN MATERIA DI SICUREZZA DELLO SMALTIMENTO DEL COMBUSTIBILE ESAURITO E DEI RIFIUTI RADIOATTIVI

PREAMBOLO

CAPITOLO PRIMO — OBIETTIVI, DEFINIZIONI E PORTATA DI APPLICAZIONE

- ARTICOLO PRIMO — OBIETTIVI
- ARTICOLO 2 — DEFINIZIONI
- ARTICOLO 3 — PORTATA DI APPLICAZIONE

CAPITOLO 2 — SICUREZZA DELLO SMALTIMENTO DEL COMBUSTIBILE ESAURITO

- ARTICOLO 4 — PRESCRIZIONI GENERALI DI SICUREZZA
- ARTICOLO 5 — IMPIANTI ESISTENTI
- ARTICOLO 6 — SCELTA DEL SITO DEGLI IMPIANTI IN PROGETTO
- ARTICOLO 7 — PROGETTAZIONE E COSTRUZIONE DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 8 — VALUTAZIONE DELLA SICUREZZA DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 9 — USO DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 10 — STOCCAGGIO DEFINITIVO DEL COMBUSTIBILE ESAURITO

CAPITOLO 3

- ARTICOLO 11 — PRESCRIZIONI GENERALI DI SICUREZZA
- ARTICOLO 12 — IMPIANTI ESISTENTI E PRASSI PRECEDENTI
- ARTICOLO 13 — SCELTA DEL SITO DEGLI IMPIANTI IN PROGETTO
- ARTICOLO 14 — PROGETTAZIONE E COSTRUZIONE DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 15 — VALUTAZIONE DELLA SICUREZZA DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 16 — USO DEGLI IMPIANTI
- ARTICOLO 17 — MISURE ISTITUZIONALI DOPO LA CHIUSURA

CAPITOLO 4

- ARTICOLO 18 — MISURE APPLICATIVE
- ARTICOLO 19 — QUADRO LEGISLATIVO E REGOLAMENTARE
- ARTICOLO 20 — ORGANISMO DI REGOLAMENTAZIONE

ARTICOLO 21 **RESPONSABILITA' DEL TITOLARE DI UN'AUTORIZZAZIONE**
ARTICOLO 22 **RISORSE UMANE E FINANZIARIE**
ARTICOLO 23 **GARANZIA DI QUALITA'**
ARTICOLO 24 **RADIOPROTEZIONE DURANTE L'USO**
ARTICOLO 25 **ORGANIZZAZIONE PER I CASI DI EMERGENZA**
ARTICOLO 26 **DECLASSAMENTO**

CAPITOLO 5 **DISPOSIZIONI VARIE**

ARTICOLO 27 **MOVIMENTI TRANSFRONTALIERI**
ARTICOLO 28 **FONTI SIGILLATE RITIRATE DAL SERVIZIO**

CAPITOLO 6 **RIUNIONI DELLE PARTI CONTRAENTI**

ARTICOLO 29 **RIUNIONE PREPARATORIA**
ARTICOLO 30 **RIUNIONI D'ESAME**
ARTICOLO 31 **RIUNIONI STRAORDINARIE**
ARTICOLO 32 **RAPPORTI**
ARTICOLO 33 **PARTECIPAZIONE**
ARTICOLO 34 **RAPPORTI DI SINTESI**
ARTICOLO 35 **LINGUE**
ARTICOLO 36 **CONFIDENZIALITA'**
ARTICOLO 37 **SEGRETARIATO**

CAPITOLO 7 **CLAUSOLE FINALI ED ALTRE DISPOSIZIONI**

ARTICOLO 38 **SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE**
ARTICOLO 39 **FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE, ADESIONE**
ARTICOLO 40 **ENTRATA IN VIGORE**
ARTICOLO 41 **EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE**
ARTICOLO 42 **DENUNCIA**
ARTICOLO 43 **DEPOSITARIO**
ARTICOLO 44 **TESTI AUTENTICI**

PREAMBOLO

Le Parti contraenti,

i) Riconoscendo che l'esercizio dei reattori nucleari produce combustibile esaurito e rifiuti radioattivi e che altre applicazioni di tecnologie nucleari generano anch'esse rifiuti radioattivi;

ii) Riconoscendo che i medesimi obiettivi di sicurezza valgono sia per la gestione del combustibile esaurito che per quella dei rifiuti radioattivi;

iii) Ribadendo l'importanza per la comunità internazionale di fare in modo che siano previste e messe in opera prassi razionali ai fini della sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

iv) Riconoscendo l'importanza d'informare il pubblico sulle questioni attinenti alla sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

v) Auspicando promuovere una vera e propria cultura di sicurezza nucleare nel mondo intero;

vi) Ribadendo che spetta allo Stato, in ultima analisi, di provvedere alla sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

vii) Riconoscendo che spetta allo Stato definire una politica relativa al ciclo del combustibile, dal momento che alcuni Stati considerano che il combustibile esaurito è una risorsa di valore che può essere oggetto di un nuovo trattamento, mentre altri scelgono di stoccarlo definitivamente;

viii) Riconoscendo che il combustibile esaurito ed i rifiuti radioattivi non previsti dalla presente Convenzione in quanto parte di programmi militari o di difesa, dovrebbero essere gestiti in conformità agli obiettivi enunciati nella presente Convenzione;

ix) Dichiarando l'importanza della cooperazione internazionale per il rafforzamento della sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, per mezzo di meccanismi bilaterali e multilaterali, nonché della presente Convenzione incentivante;

x) Tenendo a mente i bisogni dei paesi in via di sviluppo, in modo particolare dei paesi meno avanzati e degli Stati ad economia di transizione, nonché l'opportunità di facilitare il funzionamento dei meccanismi esistenti al fine di agevolarli nell'esercizio dei loro diritti e nel rispetto dei loro obblighi, quali enunciati nella presente Convenzione incentivante;

xi) Convinte che i rifiuti radioattivi, nella misura in cui ciò é compatibile con la sicurezza dello smaltimento di tali materie, dovrebbero essere immagazzinati definitivamente nello Stato in cui sono prodotti, pur riconoscendo che in determinate circostanze uno smaltimento sicuro ed efficace del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi potrebbe essere favorito da accordi fra le Parti contraenti prevedendo di utilizzare impianti situati in una di queste a beneficio delle altre Parti, in particolare quando i rifiuti risultano da progetti comuni;

xii) Riconoscendo che ogni Stato ha il diritto di vietare l'importazione sul proprio territorio di combustibile esaurito e di rifiuti radioattivi di origine straniera;

xiii) Tenendo a mente la Convenzione sulla sicurezza nucleare (1994), la Convenzione sulla notifica tempestiva di incidenti nucleari (1986), la Convenzione sull'assistenza in caso d'incidenti nucleari o di emergenza radiologica (1986), la Convenzione per la protezione fisica dei materiali nucleari (1980), la Convenzione per la prevenzione dell'inquinamento marino causato dall'immersione di rifiuti e di altri materiali, come emendata (1994) ed altri strumenti internazionali pertinenti;

xiv) Tenendo a mente i principi enunciati nelle Norme fondamentali internazionali sulla protezione contro le irradiazioni ionizzanti ed alla sicurezza delle fonti d'irradiazioni (1996), stabilite sotto l'egida di varie organizzazioni nel documento dell'AIEA (Fondamenti della sicurezza) intitolato "Principi per la gestione dei rifiuti radioattivi" (1996), come pure nelle esistenti norme internazionali che regolamentano la sicurezza del trasporto di materie radioattive;

xv) Rammentando il capitolo 22 del programma Agenda 21 adottato dalla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo a Rio de Janeiro nel 1992, che ribadisce l'importanza fondamentale di una gestione sicura ed ecologicamente razionale dei rifiuti radioattivi;

xvi) Riconoscendo l'opportunità di rafforzare il sistema di controllo internazionale che si applica specificamente alle materie radioattive di cui all'articolo 1.3) della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e della loro eliminazione (1989);

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO PRIMO. OBIETTIVI DEFINIZIONI E PORTATA DI APPLICAZIONE

ARTICOLO PRIMO OBIETTIVI

Gli obiettivi della presente Convenzione sono i seguenti:

i) Raggiungere e mantenere un elevato livello di sicurezza nel mondo intero in materia di gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, grazie al rafforzamento delle misure nazionali e della cooperazione internazionale, compresa se del caso la cooperazione tecnica in materia di sicurezza;

ii) Fare in modo che a tutti gli stadi dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, vi siano difese efficaci contro i potenziali pericoli affinché gli individui, la società e l'ambiente siano protetti, oggigiorno ed in futuro, dagli effetti nocivi delle irradiazioni ionizzanti in modo da soddisfare i bisogni e le aspirazioni dell'attuale generazione senza peraltro pregiudicare la capacità delle generazioni future di soddisfare le loro;

iii) Prevenire gli incidenti aventi conseguenze radiologiche ed attenuare tali conseguenze nel caso in cui tali incidenti si produrrebbero ad uno stadio qualsiasi della gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi.

ARTICOLO 2. DEFINIZIONI

Ai fini della presente Convenzione:

a) Per "autorizzazione" s'intende ogni autorizzazione, permesso o attestato rilasciato da un organismo di regolamentazione che consente d'intraprendere qualsiasi attività inerente alla gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

b) Per "combustibile esaurito" s'intende il combustibile nucleare irradiato nel nucleo di un reattore e che ne è stato definitivamente ritirato;

c) Per "rifiuti radioattivi" s'intendono le materie radioattive sotto forma gassosa, liquida o solida per le quali nessun utilizzo ulteriore è previsto dalla Parte contraente o da una persona fisica o giuridica la cui decisione è accettata dalla Parte contraente, e che sono controllati, in quanto rifiuti radioattivi, da un organismo di regolamentazione in conformità al quadro legislativo e regolamentare della Parte contraente;

d) Per "declassamento" s'intendono tutte le tappe che portano alla cessazione del controllo regolamentare su un impianto nucleare diverso da un impianto di stoccaggio definitivo. Queste tappe comprendono le operazioni di decontaminazione e di smantellamento.

e) Per "durata di vita utile" s'intende il periodo durante il quale un impianto per lo smaltimento del combustibile esaurito o dei rifiuti radioattivi è utilizzato ai fini previsti. Nel caso di un impianto di stoccaggio definitivo, questo periodo ha inizio nel momento in cui il combustibile esaurito o i rifiuti radioattivi sono per la prima volta immessi nell'impianto e termina con la chiusura dello stesso.

f) Per " deposito " s'intende la custodia di combustibile esaurito o di rifiuti radioattivi in un impianto che ne opera il confinamento allo scopo di ricuperarli;

g) Per "Stato di destinazione" s'intende lo Stato verso il quale è previsto o ha luogo un movimento transfrontaliero;

h) Per " Stato di origine" s'intende lo Stato in cui un movimento transfrontaliero è previsto o da cui ha luogo l'avvio di tale movimento;

i) Per "Stato di transito" s'intende ogni altro Stato diverso dallo Stato di origine o dallo Stato di destinazione, attraverso il cui territorio é previsto o ha luogo un movimento transfrontaliero;

j) Per "chiusura" s'intende il completamento di tutte le operazioni per un certo periodo di tempo dopo l'immissione di combustibile esaurito o di rifiuti radioattivi in un impianto di stoccaggio definitivo. Queste operazioni comprendono le ultime opere o gli altri lavori necessari per garantire a lungo termine la sicurezza dell'impianto;

k) Per "smaltimento dei rifiuti radioattivi" s'intendono tutte le attività, comprese quelle di declassamento, inerenti alla manipolazione, al trattamento preliminare, al trattamento, al condizionamento, al deposito od allo stoccaggio definitivo dei rifiuti radioattivi, salvo il trasporto all'esterno del sito. Possono essere compresi anche scarichi di effluenti;

l) Per "smaltimento del combustibile esaurito" s'intendono tutte le attività inerenti alla manipolazione o al deposito del combustibile esaurito, ad esclusione del

trasporto all'esterno di un sito. Possono essere compresi anche scarichi di effluenti.

m) Per "impianto di smaltimento di combustibile esaurito" s'intende ogni impianto o stabilimento avente come oggetto principalmente lo smaltimento del combustibile esaurito;

n) Per " impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi " s'intende ogni impianto o stabilimento avente principalmente come oggetto lo smaltimento di rifiuti radioattivi, compresi quelli di un impianto nucleare in corso di declassamento, a condizione di essere definito dalla Parte contraente come impianto di gestione di rifiuti radioattivi;

o) Per " impianto nucleare" s'intende un impianto civile con terreni, fabbricati ed attrezzature in cui le materie radioattive sono prodotte, trattate, utilizzate, manipolate, depositate o definitivamente immagazzinate ad un livello tale da richiedere norme di sicurezza;

p) Per "movimento transfrontaliero" s'intende ogni spedizione di combustibile esaurito o di rifiuti radioattivi da uno Stato d'origine verso uno Stato di destinazione;

q) Per "organismo di regolamentazione" s'intendono uno o più organismi cui la Parte contraente ha conferito il potere giuridico di regolamentare ogni aspetto di sicurezza della gestione del combustibile esaurito o dei rifiuti radioattivi, ed in particolare di rilasciare autorizzazioni;

r) Per "scarichi di effluenti" s'intendono le emissioni nell'ambiente di materie radioattive liquide o gassose in quanto legittima metodologia nel corso del normale esercizio degli impianti nucleari regolamentati. Tali emissioni sono programmate e controllate entro i limiti autorizzati dall'organismo di regolamentazione;

s) Per "nuovo trattamento" s'intende ogni processo od operazione consistente nell'estrarre isotopi radioattivi dal combustibile esaurito ai fini di un uso ulteriore;

t) Per "fonte sigillata" s'intendono le materie radioattive racchiuse in modo permanente in una capsula o fissate in forma solida, ad esclusione degli elementi combustibili per i reattori;

u) Per "stoccaggio definitivo" s'intende il collocamento di combustibile esaurito o di rifiuti radioattivi in un impianto appropriato, senza l'intento di ricuperarli.

ARTICOLO 3. PORTATA DI APPLICAZIONE

1. La presente Convenzione si applica alla sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito quando quest'ultimo deriva dal funzionamento di reattori nucleari civili. Il combustibile esaurito contenuto negli impianti di nuovo trattamento, e sottoposto a nuovo trattamento, non rientra nel campo di applicazione della presente Convenzione, a meno che la Parte contraente non dichiari che il nuovo trattamento é parte dello smaltimento del combustibile esaurito.

2. La presente Convenzione si applica altresì alla sicurezza dello smaltimento dei rifiuti radioattivi quando questi ultimi risultano da applicazioni civili. Tuttavia essa non si applica ai rifiuti che contengono unicamente materie radioattive naturali e non provengono dal ciclo di combustione nucleare, a meno che non costituiscano una fonte sigillata ritirata dal servizio o siano dichiarati rifiuti radioattivi ai fini della presente Convenzione dalla Parte contraente.

3. La presente Convenzione non si applica alla sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito o dei rifiuti radioattivi che fanno parte di programmi militari o di difesa, a meno che siano stati dichiarati come combustibile esaurito o rifiuti radioattivi ai fini della presente Convenzione dalla Parte contraente. Tuttavia, la presente Convenzione si applica alla sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi provenienti dai programmi militari o di difesa, se e quando queste materie sono definitivamente trasferite in programmi esclusivamente civili e gestite nell'ambito di questi programmi.

4. La presente Convenzione si applica altresì agli scarichi di effluenti in conformità alle norme degli articoli 4,7,11,14,24 e 26.

CAPITOLO 2. SICUREZZA DELLO SMALTIMENTO DEL COMBUSTIBILE ESAURITO

ARTICOLO 4. PRESCRIZIONI GENERALI DI SICUREZZA

Ciascuna Parte contraente prende adeguate misure affinché, a tutti gli stadi di smaltimento del combustibile esaurito, gli individui, la società e l'ambiente siano adeguatamente protetti contro i rischi radiologici.

Ciò facendo, ciascuna Parte contraente prende adeguate misure affinché:

i) si tenga adeguatamente conto degli effetti critici e dell'evacuazione del calore residuale prodotto durante lo smaltimento del combustibile esaurito;

ii) la produzione di rifiuti radioattivi derivanti dallo smaltimento del combustibile esaurito sia mantenuta al livello più basso che è possibile ottenere, in considerazione del tipo di politica adottata per il ciclo del combustibile;

iii) si tenga conto dei legami d'interdipendenza fra le varie tappe dello smaltimento del combustibile esaurito;

iv) sia garantita l'efficace protezione degli individui, della società e dell'ambiente mediante l'applicazione a livello nazionale di adeguati metodi di protezione dell'ambiente, approvati dall'organismo di regolamentazione nel quadro della sua legislazione nazionale, che recepisce debitamente i criteri e le norme internazionalmente approvate;

v) si tenga conto dei rischi biologici, chimici e di altra natura eventualmente connessi con lo smaltimento del combustibile esaurito;

vi) siano evitate le azioni i cui effetti, ragionevolmente prevedibili per le generazioni future, siano superiori a quelli ammessi per l'attuale generazione;

vii) si eviti d'imporre eccessive costrizioni alle generazioni future.

ARTICOLO 5. IMPIANTI ESISTENTI

Ciascuna Parte contraente prende adeguate misure per verificare la sicurezza di ogni impianto di smaltimento del combustibile esaurito, esistente nel momento in cui la presente Convenzione entra in vigore nei suoi confronti, e fa in modo che, ove necessario, tutte le migliorie che possono ragionevolmente esservi apportate, lo siano in vista di rafforzarne la sicurezza.

ARTICOLO 6. SCELTA DEL SITO DEGLI IMPIANTI IN PROGETTO

i) Ciascuna Parte contraente prende adeguate misure per la messa in opera e l'applicazione ad un impianto di smaltimento di combustibile esaurito in progetto, di procedure volte a:

i) valutare tutti i fattori pertinenti connessi al sito che sono suscettibili di influire sulla sicurezza dell'impianto nel corso di tutta la durata della sua vita utile;

ii) valutare l'impatto che tale impianto è suscettibile di avere, dal punto di vista della sicurezza, sugli individui, la società e l'ambiente;

iii) mettere a disposizione del pubblico informazioni sulla sicurezza dell'impianto;

iv) consultare le Parti contraenti limitrofe all'impianto, qualora vi sia il rischio che ne derivino conseguenze per esse e comunicare loro, se lo richiedono, i dati generali relativi all'impianto affinché possano valutarne il probabile impatto in termini di sicurezza sul loro territorio.

2. Ciò facendo, ciascuna Parte contraente prende adeguati provvedimenti affinché gli impianti non abbiano effetti inaccettabili su altre Parti contraenti, e ne sceglie il sito in conformità alle prescrizioni generali di sicurezza enunciate all'articolo 4.

ARTICOLO 7. PROGETTAZIONE E COSTRUZIONE DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende adeguate misure affinché:

i) Al momento della progettazione e della costruzione di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito, siano prese misure appropriate per limitare le eventuali incidenze radiologiche sugli individui, la società e l'ambiente comprese quelle dovute agli scarichi di effluenti od alle emissioni incontrollate;

ii) A livello della progettazione, si tenga conto dei piani teorici e, secondo i bisogni, delle disposizioni tecniche per il declassamento di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito;

iii) Le tecnologie utilizzate per la concezione e la costruzione di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito siano basate sull'esperienza, su collaudi od analisi.

ARTICOLO 8- VALUTAZIONE DELLA SICUREZZA DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché:

i) prima della costruzione di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito, si proceda ad una valutazione sistematica della sicurezza e ad una valutazione ambientale che devono essere adeguate al rischio presentato dall'impianto e coprire la sua durata di vita utile;

ii) prima dell'utilizzazione di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito, siano compilate versioni aggiornate e particolareggiate delle valutazioni di sicurezza e ambientali, se ritenuto necessario, per completare le valutazioni di cui al capoverso i).

ARTICOLO 9. USO DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché:

i) l'autorizzazione per l'uso di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito sia basata sulle adeguate valutazioni di cui all'articolo 8, e subordinata all'esecuzione di un programma di entrata in servizio comprovante che l'impianto, nella sua costruzione, è conforme ai requisiti di progettazione e di sicurezza;

ii) limiti e condizioni d'uso stabiliti in base a prove, ad esperienza di utilizzazione, ed alle valutazioni di cui all'articolo 8, saranno definiti e riveduti ove necessario;

iii) l'utilizzazione, la manutenzione, la sorveglianza, l'ispezione ed i collaudi di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito siano effettuate in conformità alle procedure stabilite;

iv) un supporto in materia d'ingegneria e di tecnologia in tutti i settori collegati alla sicurezza sia disponibile per tutta la durata di vita utile di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito;

v) gli incidenti significativi per la sicurezza siano tempestivamente notificati dal titolare dell'autorizzazione all'organismo di regolamentazione;

vi) siano messi in opera programmi di raccolta e d'analisi dei dati rilevanti dell'esperienza di utilizzazione ed i risultati ottenuti siano applicati, se del caso;

vii) piani di declassamento per gli impianti di smaltimento del combustibile esaurito, siano elaborati ed aggiornati come necessario, tramite le informazioni ottenute nel corso della durata di vita utile dell'impianto, ed esaminati dall'organismo di regolamentazione.

ARTICOLO 10. STOCCAGGIO DEFINITIVO DEL COMBUSTIBILE ESAURITO

Se, in conformità al suo quadro legislativo e regolamentare, una Parte contraente destina del combustibile esaurito allo stoccaggio definitivo, quest'operazione sarà effettuata in conformità agli obblighi enunciati al capitolo 3 nella parte relativa allo stoccaggio definitivo dei rifiuti radioattivi.

CAPITOLO 3. SICUREZZA DELLO SMALTIMENTO DEI RIFIUTI RADIOATTIVI

ARTICOLO 11. PRESCRIZIONI GENERALI DI SICUREZZA

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché, a tutti gli stadi dello smaltimento dei rifiuti radioattivi, gli individui, la società e l'ambiente siano adeguatamente protetti dai rischi radiologici ed altri.

Ciò facendo, ciascuna Parte contraente prende le misure necessarie affinché:

i) si tenga adeguatamente conto degli effetti critici e dell'evacuazione del calore residuale prodotto durante lo smaltimento dei rifiuti radioattivi;

ii) la produzione di rifiuti radioattivi sia mantenuta al livello più basso che è possibile ottenere;

iii) si tenga conto dei legami d'interdipendenza fra le varie tappe dello smaltimento del rifiuti radioattivi;

iv) sia garantita un'efficace protezione degli individui, della società e dell'ambiente applicando a livello nazionale adeguati metodi di protezione, approvati dall'organismo di regolamentazione nel quadro della sua legislazione nazionale, la quale recepisce debitamente i criteri e le norme internazionalmente approvate;

v) si tenga conto dei rischi biologici, chimici e di altra natura eventualmente connessi con lo smaltimento dei rifiuti radioattivi;

vi) siano evitate le azioni i cui effetti ragionevolmente prevedibili per le generazioni future, sono più gravi di quelli ammessi per l'attuale generazione;

vii) si eviti d'imporre eccessive costrizioni alle generazioni future.

ARTICOLO 12. IMPIANTI ESISTENTI E PRASSI PRECEDENTI

Ciascuna Parte contraente adotta tempestivamente le misure necessarie per esaminare:

i) la sicurezza di ogni impianto di smaltimento dei rifiuti radioattivi esistente nel momento in cui la presente Convenzione entra in vigore nei suoi confronti, e fare in modo che, ove necessario, tutte le migliorie che possono ragionevolmente esservi apportate, lo siano in vista di rafforzarne la sicurezza;

ii) le conseguenze di prassi precedenti in vista di determinare se un intervento sia richiesto per motivi di radioprotezione; tuttavia la riduzione del danno dovuta alla diminuzione della dose dovrebbe bastare a giustificare gli effetti negativi ed i costi connessi all'intervento, compresi i costi sociali..

ARTICOLO 13. SCELTA DEL SITO DEGLI IMPIANTI IN PROGETTO

1. Ciascuna Parte contraente adotta le misure appropriate affinché siano messe in opera ed applicate procedure per un impianto di smaltimento dei rifiuti radioattivi in progetto, in vista di:

i) valutare tutti i fattori pertinenti connessi al sito che sono suscettibili di influire sulla sicurezza di questo impianto per tutta la durata della sua vita utile e su quella di un impianto di stoccaggio definitivo dopo la chiusura dello stesso;

ii) valutare l'impatto che tale impianto è suscettibile di avere, dal punto di vista della sicurezza, sugli individui, la società e l'ambiente, tenendo conto della eventuale evoluzione delle condizioni del sito degli impianti di stoccaggio definitivo dopo la loro chiusura;

iii) mettere a disposizione del pubblico informazioni sulla sicurezza dell'impianto;

iv) consultare le Parti contraenti limitrofe a tale impianto, qualora vi sia il rischio che ne derivino conseguenze per esse e comunicare loro, su richiesta, i dati generali relativi all'impianto affinché possano valutarne il probabile impatto in termini di sicurezza sul loro territorio.

2. Ciò facendo, ciascuna Parte contraente prende adeguati provvedimenti affinché gli impianti non abbiano effetti inaccettabili su altre Parti contraenti, e ne sceglie il sito in conformità alle prescrizioni generali di sicurezza enunciate all'articolo 11.

ARTICOLO 14. PROGETTAZIONE E COSTRUZIONE DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende adeguate misure affinché:

i) al momento della progettazione e della costruzione di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi, siano prese misure appropriate per limitare le eventuali incidenze radiologiche sugli individui, la società e l'ambiente, comprese quelle dovute agli scarichi di effluenti o ad emissioni incontrollate;

ii) nella fase di progettazione si tenga conto dei piani teorici e, a seconda dei bisogni, delle disposizioni tecniche per il declassamento di un impianto di smaltimento dei rifiuti radioattivi diverso da un impianto di stoccaggio definitivo;

iii) nella fase di progettazione siano elaborate norme tecniche per la chiusura di un impianto di stoccaggio definitivo.

iv) le tecnologie utilizzate per la concezione e la costruzione di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi siano basate sull'esperienza, su collaudi o analisi.

ARTICOLO 15- VALUTAZIONE DELLA SICUREZZA DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché:

i) prima della costruzione di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi, si proceda ad una valutazione sistematica della sicurezza e ad una valutazione ambientale, che devono essere adeguate al rischio presentato dall'impianto e coprire la sua durata di vita utile;

ii) inoltre, prima della costruzione di un impianto di stoccaggio definitivo, si proceda ad una valutazione sistematica della sicurezza e ad una

valutazione ambientale per il periodo successivo alla chiusura, i cui risultati saranno valutati in base ai criteri stabiliti dall'organo di regolamentazione;

iii) prima dell'uso di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi, siano compilate versioni aggiornate e particolareggiate delle valutazioni di sicurezza e ambientali, se ritenuto necessario, al fine di completare le valutazioni di cui al capoverso i).

ARTICOLO 16. USO DEGLI IMPIANTI

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché:

i) l'autorizzazione ad utilizzare un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi sia basata sulle valutazioni appropriate di cui all'articolo 15, e subordinata all'esecuzione di un programma di entrata in servizio comprovante che l'impianto, nella sua costruzione, è conforme ai requisiti di progettazione e di sicurezza;

ii) limiti e condizioni di esercizio derivanti da prove, dall'esperienza scaturita dall'utilizzazione, e dalle valutazioni di cui all'articolo 8, saranno definiti e riveduti ove necessario;

iii) l'esercizio, la manutenzione, la sorveglianza, l'ispezione e le prove di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi siano effettuate in conformità alle procedure stabilite. Nel caso di un impianto di stoccaggio definitivo, i risultati in tal modo ottenuti sono utilizzati per verificare ed esaminare la validità delle ipotesi avanzate e per aggiornare le valutazioni di cui all'articolo 15 per il periodo successivo alla chiusura;

iv) sia disponibile un supporto in materia d'ingegneria e di tecnologia in tutti i settori collegati alla sicurezza per tutta la durata di vita utile di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito;

v) siano applicate procedure di caratterizzazione e di separazione dei rifiuti radioattivi;

vi) gli incidenti significativi per la sicurezza siano tempestivamente notificati dal titolare dell'autorizzazione all'organismo di regolamentazione;

vii) siano stabiliti programmi di raccolta e d'analisi dei dati rilevanti dell'esperienza di utilizzazione, ed i risultati ottenuti siano applicati, se del caso;

viii) piani di declassamento di un impianto di smaltimento di rifiuti radioattivi, diverso da un impianto di stoccaggio definitivo, siano elaborati ed aggiornati come necessario, tramite le informazioni ottenute nel corso della durata di vita utile dell'impianto, ed esaminati dall'organismo di regolamentazione;

ix) piani per la chiusura di un impianto di stoccaggio definitivo siano elaborati ed aggiornati come necessario, tramite le informazioni ottenute nel corso della durata di vita utile dell'impianto, ed esaminati dall'organismo di regolamentazione.

ARTICOLO 17. MISURE ISTITUZIONALI DOPO LA CHIUSURA

Ciascuna Parte contraente prende misure appropriate affinché, dopo la chiusura di un impianto di stoccaggio definitivo:

i) siano conservate le pratiche richieste dall'organismo di regolamentazione riguardo alla localizzazione, alla progettazione ed al contenuto di tale impianto;

ii) si provveda, ove necessario, a controlli istituzionali attivi o passivi come la sorveglianza o le limitazioni d'accesso;

iii) Qualora in ogni periodo di controllo istituzionale attivo, si denoti un'emissione non programmata di materie radioattive nell'ambiente, vengano messe in opera misure d'intervento in caso di necessità.

CAPITOLO 4 DISPOSIZIONI GENERALI DI SICUREZZA

ARTICOLO 18. MISURE APPLICATIVE

Ciascuna Parte contraente adotta nel suo diritto interno, le misure legislative regolamentari amministrative e le altre norme necessarie per adempiere ai suoi obblighi ai sensi della presente Convenzione.

ARTICOLO 19. QUADRO LEGISLATIVO E REGOLAMENTARE

1. Ciascuna Parte contraente stabilisce e mantiene in vigore un quadro legislativo e regolamentare per disciplinare la sicurezza della gestione del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi.
2. Questo quadro legislativo e regolamentare prevede:

i) la determinazione di prescrizioni e regolamenti nazionali rilevanti in materia di sicurezza radiologica;

ii) un sistema di rilascio di autorizzazioni per le attività di smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

iii) un sistema che vieta l'esercizio senza autorizzazione di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito o dei rifiuti radioattivi;

iv) un sistema di controlli istituzionali appropriati, di ispezioni regolamentari, di documentazione e di rapporti;

v) misure destinate a far rispettare i regolamenti applicabili ed i requisiti delle autorizzazioni;

vi) una netta ripartizione delle responsabilità degli organismi competenti per le varie tappe della smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

3. Nel valutare se le talune materie radioattive debbano essere sottoposte alla regolamentazione applicabile ai rifiuti radioattivi, le Parti contraenti tengono debitamente conto degli obiettivi della presente Convenzione.

ARTICOLO 20 ORGANISMO DI REGOLAMENTAZIONE

1. Ciascuna Parte contraente istituisce o designa un organismo di regolamentazione incaricato di attuare il quadro legislativo e regolamentare di cui all'articolo 19, dotato in misura adeguata di poteri, di competenza e di risorse umane e finanziarie per assumere le responsabilità assegnategli.
2. Ciascuna Parte contraente adotta, in conformità al suo quadro legislativo e regolamentare, misure appropriate per garantire l'indipendenza effettiva delle funzioni di regolamentazione rispetto alle altre funzioni negli organismi che trattano sia lo smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi sia la regolamentazione in materia.

ARTICOLO 21. RESPONSABILITA' DEL TITOLARE DI UN'AUTORIZZAZIONE

1. Ciascuna Parte contraente fa il necessario affinché la responsabilità primaria della sicurezza dello smaltimento del combustibile esaurito o dei rifiuti radioattivi incomba al titolare dell'autorizzazione corrispondente e prende i provvedimenti necessari affinché ogni titolare di tale autorizzazione assuma la propria responsabilità.
2. In mancanza di titolare di un'autorizzazione o di altra parte responsabile, la responsabilità spetta alla Parte contraente che ha giurisdizione sullo smaltimento del combustibile esaurito o sui rifiuti radioattivi.

ARTICOLO 22. RISORSE UMANE E FINANZIARIE

Ciascuna Parte contraente prende le misure appropriate affinché:

i) il personale qualificato necessario sia disponibile per le attività connesse alla sicurezza, per tutta la durata di vita utile di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

ii) risorse finanziarie sufficienti siano disponibili per garantire la sicurezza degli impianti di smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, per tutta la durata di vita utile e per il declassamento;

iii) siano prese disposizioni finanziarie per garantire la continuità dei controlli istituzionali e di misure di sorveglianza appropriate per tutto il tempo in cui saranno ritenuti necessari dopo la chiusura di un impianto di stoccaggio definitivo.

ARTICOLO 23.GARANZIA DI QUALITA'

Ciascuna Parte contraente adotta le misure necessarie affinché siano stabiliti ed eseguiti adeguati programmi di garanzia di qualità relativamente alla sicurezza dell'impianto di smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi;

ARTICOLO 24. RADIO-PROTEZIONE DURANTE L'USO

1. Ciascuna Parte contraente prende le misure appropriate affinché per tutta la durata di vita utile di un impianto di smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi:

   i) l'esposizione dei lavoratori e del pubblico alle irradiazioni dovute all'impianto sia mantenuta al livello più basso che è ragionevolmente possibile ottenere, in considerazione dei fattori economici e sociali;

   ii) nessun individuo sia esposto, in situazioni normali, a dosi d'irradiazione che oltrepassano i limiti di dose stabiliti a livello nazionale, limiti che tengono debitamente conto di norme internazionalmente approvate in materia di radio-protezione;

   iii) siano prese misure per impedire le emissioni non programmate ed incontrollate di materie radioattive nell'ambiente.

2. Ciascuna Parte contraente prende le misure necessarie affinché gli scarichi di effluenti siano limitati:

   i) al fine di mantenere l'esposizione alle irradiazioni ionizzanti al livello più basso che è ragionevolmente possibile ottenere, in considerazione dei fattori economici e sociali;

   ii) in modo tale che nessun individuo sia esposto, in situazioni normali, a dosi d'irradiazione che oltrepassano i limiti di dose stabilite a livello nazionale, limiti che tengono debitamente conto di norme internazionalmente approvate in materia di radio protezione.

3. Ciascuna Parte contraente prende le misure appropriate affinché per tutta la durata di vita utile di un impianto nucleare regolamentato, qualora un'emissione non programmata o incontrollata di materie radioattive si produca nell'ambiente, siano messe in opera adeguate misure correttive al fine di controllare l'emissione e mitigarne gli effetti.

ARTICOLO 25. ORGANIZZAZIONE PER I CASI DI EMERGENZA

1. Ciascuna Parte contraente si accerta che, prima e dopo l'utilizzazione di un impianto per lo smaltimento del combustibile esaurito e dei rifiuti radioattivi, esistano adeguati piani d'emergenza relativi al sito e, in caso di necessità al di fuori del sito. Tali piani d'emergenza devono essere verificati a intervalli regolari.

2. Ciascuna Parte contraente prende le misure appropriate per elaborare e verificare i piani d'emergenza per il suo territorio, nella misura in cui sia suscettibile di essere colpita in caso di situazione d'emergenza radiologica insorta in un impianto di smaltimento di combustibile esaurito e di rifiuti radioattivi limitrofo al suo territorio.

ARTICOLO 26.DECLASSAMENTO

Ciascuna Parte contraente prende le misure appropriate per vigilare che il declassamento i un impianto nucleare avvenga in condizioni di sicurezza. Tali misure devono garantire che:

i) siano disponibili personale qualificato ed adeguate risorse finanziarie;

ii) siano applicate le disposizioni dell'articolo 24 relative alla radio-protezione durante l'utilizzazione, agli scarichi di effluenti e alle emissioni non programmate ed incontrollate;

iii) siano applicate le disposizioni dell'articolo 25 sull'organizzazione per i casi di emergenza;

iv) siano conservate le pratiche contenenti informazioni importanti per il declassamento.

CAPITOLO 5. DISPOSIZIONI VARIE

ARTICOLO 27. MOVIMENTI TRANSFRONTALIERI

1. Ciascuna Parte contraente interessata da un movimento transfrontaliero prende le misure necessarie affinché tale movimento sia effettuato in conformità alle disposizioni della presente Convenzione e degli strumenti internazionali rilevanti aventi carattere obbligatorio.

   Ciò facendo:

i) una Parte contraente che è Stato d'origine prende le misure necessarie affinché il movimento transfrontaliero sia autorizzato ed abbia luogo solo previa notifica allo Stato di destinazione ed averne ricevuto il consenso;

ii) il movimento transfrontaliero attraverso gli Stati di transito è sottoposto agli obblighi internazionali rilevanti per quanto riguarda le particolari modalità di trasporto utilizzate;

iii) una Parte contraente che è Stato di destinazione acconsente ad un movimento transfrontaliero solo se dispone dei mezzi amministrativi e tecnici e della struttura regolamentare necessaria per gestire lo smaltimento di combustibile esaurito e di rifiuti radioattivi in modo conforme alla presente Convenzione;

iv) una Parte contraente che è Stato d'origine autorizza un movimento transfrontaliero solo se è in grado di accertarsi, in conformità al consenso dello Stato di destinazione, del preliminare adempimento dei requisiti di cui al capoverso iii), stabiliti per il movimento transfrontaliero;

v) una Parte contraente che è Stato d'origine prende le misure necessarie per autorizzare il rientro sul suo territorio nel caso in cui il movimento transfrontaliero non sia o non possa essere effettuato conformemente al presente articolo, fatta salva la possibilità di concludere ogni altro accordo sicuro.

2. Una Parte contraente non rilascia autorizzazioni per la spedizione del suo combustibile esaurito o dei suoi rifiuti radioattivi, in vista del loro deposito o del loro stoccaggio definitivo, verso una destinazione situata a Sud di 60 gradi di latitudine Sud.

3. Nessuna disposizione della presente Convenzione influisce o pregiudica:

i) l'esercizio, da parte di navi ed aeronavi di tutti gli Stati, dei diritti e delle libertà di navigazione marittima, fluviale ed aerea, come previsti dal diritto internazionale;

ii) il diritto di una Parte contraente verso la quale sono esportati rifiuti radioattivi per esservi trattati, di rispedire i rifiuti radioattivi ed altri prodotti successivamente al trattamento, allo Stato d'origine o di prendere disposizioni a tal fine;

iii) il diritto di una Parte contraente di esportare il suo combustibile esaurito ai fini di un nuovo trattamento;

iv) il diritto di una Parte contraente, verso la quale il combustibile esaurito è esportato per esservi oggetto di un nuovo trattamento, di rispedire i rifiuti radioattivi ed altri prodotti risultanti dalle operazioni di nuovo trattamento allo Stato d'origine o di prendere disposizioni a tal fine.

ARTICOLO 28. FONTI SIGILLATE RITIRATE DAL SERVIZIO

1. Ciascuna Parte contraente adotta, nel suo diritto interno, le misure necessarie affinché la custodia, il ricondizionamento o lo stoccaggio definitivo delle fonti sigillate non più in servizio siano effettuati in modo sicuro.
2. Una Parte contraente autorizza il rientro sul suo territorio di fonti sigillate ritirate dal servizio quando abbia accettato, in base alla propria legislazione, che tali fonti siano rispedite ad un fabbricante abilitato a ricevere ed a detenere le fonti sigillate non più in servizio.

CAPITOLO 6. RIUINIONI DELLE PARTI CONTRAENTI

ARTICOLO 29. RIUNIONE PREPARATORIA

1. Una riunione preparatoria delle Parti contraenti avrà luogo nei sei mesi successivi alla data d'entrata in vigore della presente Convenzione.
2. Al momento di detta riunione, le Parti contraenti:
   i) stabiliscono la data della prima riunione di verifica di cui all'art. 30. Quest'ultima ha luogo il prima possibile entro un termine di trenta mesi a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione;
   ii) elaborano ed adottano per consenso Regole di procedura e Regole finanziarie;
   iii) stabiliscono in particolare ed in conformità alle Regole di procedura:
      a) i principi direttivi concernenti la forma e la struttura dei rapporti nazionali da presentare in applicazione dell'articolo 32;
      b) la data di presentazione dei rapporti in questione;
      c) la procedura di esame di tali rapporti.
2. Ogni Stato o ogni organizzazione regionale a carattere d'integrazione o di altra natura che ratifica la presente Convenzione, l'accetta, l'approva, la conferma o vi aderisce e per il quale o per la quale la presente Convenzione non è ancora in vigore, può assistere alla riunione preparatoria come se fosse Parte alla presente Convenzione.

ARTICOLO 30. RIUNIONI DI ESAME

1. Le Parti contraenti tengono riunioni per esaminare i rapporti presentati in applicazione dell'articolo 32.
2. In ogni riunione di verifica, le Parti contraenti:
   - i) stabiliscono la data della successiva riunione di esame, l'intervallo fra le riunioni di esame non dovendo oltrepassare tre anni;
   - ii) possono riesaminare gli arrangiamenti adottati ai sensi del paragrafo 12 dell'articolo 29 ed adottare revisioni mediante consenso, salvo diversa disposizione delle Regole di procedura. Esse possono inoltre emendare per consenso le Regole di procedura e le Regole finanziarie.
3. In ogni riunione di esame, ciascuna Parte contraente ha una ragionevole possibilità di discutere i rapporti presentati dalle altre Parti contraenti e di chiedere chiarimenti al riguardo.

ARTICOLO 31. RIUNIONI STRAORDINARIE

Una riunione straordinaria delle Parti contraenti ha luogo:

- i) se così è deciso dalla maggioranza delle Parti contraenti presenti e votanti in occasione di una riunione;
- ii) su richiesta scritta di una Parte contraente, entro un termine di sei mesi a decorrere dal momento in cui tale domanda è stata comunicata alle Parti contraenti ed in cui il segretariato di cui all'articolo 37 è stato notificato del fatto che la domanda ha ricevuto l'appoggio della maggioranza delle Parti.

ARTICOLO 32. RAPPORTI

1. In conformità alle disposizioni dell'articolo 30, ciascuna Parte contraente presenta un rapporto nazionale in ogni riunione di esame delle Parti contraenti. Tale rapporto verte sulle misure adottate per adempiere a ciascuno degli obblighi enunciati nella Convenzione. Per ciascuna Parte contraente il rapporto verte inoltre su:
   - i) la sua politica in materia di smaltimento del combustibile esaurito;
   - ii) le sue prassi in materia di smaltimento del combustibile esaurito;
   - iii) la sua politica in materia di smaltimento dei rifiuti radioattivi;
   - iv) le sue prassi in materia di smaltimento dei rifiuti radioattivi;
   - v) i criteri che applica per definire e classificare i rifiuti radioattivi.
2. Tale rapporto comporta inoltre:
   - i) un elenco degli impianti di smaltimento del combustibile esaurito ai quali la presente Convenzione si applica, con l'indicazione della loro localizzazione, del loro oggetto principale e delle loro caratteristiche essenziali;
   - ii) un inventario del combustibile esaurito cui la presente Convenzione si applica, e che è in deposito o in stoccaggio definitivo. Quest'inventario

comprende una descrizione delle materie e, se sono disponibili, informazioni sulla massa e l'attività totale di queste materie;

iii) un elenco degli impianti di smaltimento di rifiuti radioattivi cui la presente Convenzione si applica, con l'indicazione della loro localizzazione, del loro oggetto principale e delle loro caratteristiche essenziali;

iv) un inventario dei rifiuti radioattivi cui la presente Convenzione si applica e che:

a) sono immagazzinati in impianti di smaltimento di rifiuti radioattivi ed in impianti del ciclo del combustibile nucleare;

b) sono in stoccaggio definitivo; oppure

c) risultano da prassi precedenti.

Questo inventario comporta una descrizione delle materie ed altre informazioni rilevanti disponibili come informazioni sul volume o la massa, sull'attività e su alcuni radionucleididi;

v) un elenco degli impianti nucleari in corso di declassamento, con l'indicazione dello stato di avanzamento delle attività di declassamento in questi impianti.

ARTICOLO 33. PARTECIPAZIONE

1. Ciascuna Parte contraente partecipa alle riunioni delle Parti contraenti; essa vi e rappresentata da un delegato e, qualora lo ritenga necessario, da sostituti, esperti e consiglieri.

2. Le Parti contraenti possono invitare, su base di consenso, ogni organizzazione intergovernativa avente competenza per questioni disciplinate dalla presente Convenzione ad assistere in qualità di osservatore a qualsiasi riunione o ad alcune sedute di una riunione. Gli osservatori sono tenuti ad accettare per iscritto ed in anticipo le disposizioni dell'articolo 36.

ARTICOLO 34. RAPPORTI DI SINTESI

Le Parti contraenti adottano per consenso e mettono a disposizione del pubblico un documento dedicato alle questioni che sono state esaminate ed alle conclusioni che ne sono state tratte nel corso delle riunioni delle Parti contraenti.

ARTICOLO 35. LINGUE

1. Le lingue delle riunioni delle Parti contraenti sono l'arabo, il cinese, il francese, l'inglese il russo e lo spagnolo, salvo diversa disposizione delle Regole di procedura.

2. Qualsiasi rapporto presentato in applicazione dell'articolo 32, deve essere stilato nella lingua nazionale della Parte contraente che lo presenta o in una lingua unica che sarà designata di comune accordo nelle Regole di procedura. Nel caso in cui il rapporto sia presentato in una lingua nazionale diversa dalla lingua designata, una traduzione del rapporto in quest'ultima lingua è fornita dalla Parte contraente.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 il segretariato provvede dietro compenso, alla traduzione nella lingua designata dei rapporti sottoposti in qualsiasi altra lingua della riunione.

ARTICOLO 36.CONFIDENZIALITA'

1. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i diritti e gli obblighi delle Parti contraenti, in conformità alla loro legislazione, d'impedire la divulgazione d'informazioni. Ai fini del presente articolo, il termine " informazioni" incorpora in particolare le informazioni relative alla sicurezza nazionale o alla protezione fisica delle materie nucleari. Le informazioni protette da diritti di proprietà intellettuale o dal segreto industriale o commerciale ed i dati a carattere personale.
2. Quando, nell'ambito della presente Convenzione, una Parte contraente fornisce informazioni precisando che sono protette come indicato al paragrafo 1, queste informazioni sono utilizzate solo ai fini per i quali sono state fornite ed il loro carattere confidenziale va rispettato.
3. Per quanto concerne le informazioni relative al combustibile esaurito o ai rifiuti radioattivi che rientrano nella portata di applicazione della presente Convenzione ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 3, le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano il potere sovrano della Parte contraente interessata di decidere:
   i) se classificare o meno queste informazioni, o sottoporle ad un'altra forma di controllo per impedirne la diffusione;
   ii) se sia il caso di fornire le informazioni di cui al capoverso i) di cui sopra nel quadro della Convenzione;
   iii) i requisiti di confidenzialità che accompagnano queste informazioni se sono comunicate nell'ambito della presente Convenzione.
4. Il tenore dei dibattiti che si svolgono durante l'esame dei rapporti nazionali in ciascuna riunione di esame tenuta in conformità all'articolo 30, è confidenziale.

ARTICOLO 37. SEGRETARIATO

1. L'Agenzia Internazionale dell'Energia atomica (di seguito denominata "l'Agenzia") provvede al segretariato delle riunioni delle Parti contraenti.
2. Il segretariato:
   i) convoca le riunioni delle Parti contraenti di cui agli articoli 29, 30 e 31, le prepara e ne garantisce il buon funzionamento;
   ii) trasmette alle Parti contraenti le stesse informazioni ricevute o predisposte in conformità alle disposizioni della presente Convenzione.

   Le spese incorse dall'Agenzia per adempiere ai compiti previsti ai capoversi i) e ii) di cui sopra sono coperte a titolo del suo bilancio preventivo ordinario.
3. Le Parti contraenti possono per consenso chiedere all'Agenzia di fornire altri servizi per le riunioni delle Parti contraenti. L'Agenzia può fornire questi servizi se ha la possibilità di farlo nell'ambito del suo programma e del suo bilancio

preventivo ordinario. Qualora ciò non sia possibile, l'Agenzia può fornire questi servizi se sono finanziati volontariamente da un'altra fonte.

CAPITOLO 7. CLAUSOLE FINALI ED ALTRE DISPOSIZIONI

ARTICOLO 38. SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

In caso di disaccordo fra due o più Parti contraenti concernenti l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, le Parti contraenti tengono consultazioni nel quadro di una riunione delle Parti contraenti in vista di risolvere la controversia. Qualora tali consultazioni risultassero improduttive, si potrà ricorrere ai meccanismi di mediazione, di conciliazione e d'arbitrato previsti dal diritto internazionale, comprese le regole e prassi in vigore in seno all'Agenzia.

ARTICOLO 39. FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROBAZIONE, ADESIONE

1. La presente Convenzione é aperta alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Agenzia, a Vienna, a partire dal 29 settembre 1997 e fino alla sua entrata in vigore.
2. La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, accettazione o approvazione degli Stati firmatari.
3. Dopo la sua entrata in vigore, la presente Convenzione è aperta all'adesione di tutti gli Stati.
4. i) La presente Convenzione è aperta alla firma con riserva di conferma o all'adesione di organizzazioni regionali a carattere d'integrazione o di altra natura, a condizione che nessuna di queste organizzazioni sia costituita da Stati sovrani, e che abbia competenza a negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali vertenti su settori coperti dalla presente Convenzione.

   ii) Nei settori di loro competenza, queste organizzazioni esercitano a proprio nome i diritti e si assumono le responsabilità che la presente Convenzione attribuisce agli Stati parte.

   iii) Nel divenire Parte alla presente Convenzione, l'organizzazione fa pervenire al depositario di cui all'articolo 43 una dichiarazione indicando quali sono i suoi Stati membri, quali articoli della Convenzione le sono applicabili e qual è l'estensione della sua competenza nel settore coperto da tali articoli.

   iv) tale organizzazione non dispone di un voto proprio oltre a quelli dei suoi Stati membri.
5. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di adesione o di conferma sono depositati presso il Depositario.

ARTICOLO 40.ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito presso il depositario, del venticinquesimo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, a condizione che tale strumento sia stato depositato da quindici Stati possedenti ognuno una centrale elettro- nucleare in servizio.

2. Per ciascuno Stato o organizzazione regionale a carattere d'integrazione o di altra natura che ratifica la presente Convenzione, l'accetta, l'approva, la conferma o vi aderisce dopo la data di deposito dell'ultimo strumento necessario per l'adempimento delle condizioni enunciate al paragrafo 1, la presente Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito presso il depositario, da parte di tale Stato o organizzazione, dello strumento appropriato.

ARTICOLO 41. EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE

1. Ogni Parte contraente può presentare una proposta di emendamento alla presente Convenzione. Le proposte di emendamento sono esaminate nel corso di una riunione di esame o di una riunione straordinaria.
2. Il testo di ogni proposta di emendamento ed i motivi di tale emendamento sono comunicati al depositario il quale trasmette la proposta alle Parti contraenti almeno novanta giorni prima della riunione nella quale l'emendamento è sottoposto alfine di essere esaminato. Tutte le osservazioni ricevute riguardo a tale proposta sono comunicate alle Parti contraenti dal depositario.
3. Le Parti contraenti decidono, dopo aver esaminato la proposta di emendamento se sia opportuno adottarla per consenso, oppure, in mancanza di consenso di sottoporla ad una Conferenza diplomatica. Ogni decisione di sottoporre una proposta di emendamento ad una Conferenza diplomatica deve essere adottata a maggioranza di due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti alla riunione, a condizione che almeno la metà delle Parti contraenti sia presente al momento del voto.
4. La Conferenza diplomatica, incaricata di esaminare e di adottare emendamenti alla presente Convenzione, è convocata dal depositario ed ha luogo entro un anno da quando la decisione in tal senso é stata presa in conformità al paragrafo 3 del presente articolo. La Conferenza diplomatica si adopera in tutti i modi affinché gli emendamenti siano adottati per consenso. Se ciò non è possibile, gli emendamenti sono adottati a maggioranza di due terzi dell'insieme delle Parti contraenti.
5. Gli emendamenti alla presente Convenzione che sono stati adottati in conformità ai paragrafi 3 e 4 di cui sopra sono sottoposti a ratifica, accettazione, approvazione o conferma dalle Parti contraenti ed entrano in vigore nei confronti delle Parti contraenti che li hanno ratificati, accettati approvato o confermati il novantesimo giorno successivo al ricevimento, da parte del depositario, dei corrispondenti strumenti di almeno due terzi di tali Parti contraenti. Per una Parte contraente che ratifica, accetta, approva o conferma ulteriormente tali emendamenti, questi entrano in vigore il novantesimo giorno successivo al deposito dello strumento corrispondente effettuato da tale Parte contraente.

ARTICOLO 42. DENUNCIA

1. Ogni Parte contraente può denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta indirizzata al depositario.
2. La denuncia ha effetto un anno dopo la data in cui il depositario ha ricevuto tale notifica, oppure ad ogni altra ulteriore data specificata nella notifica.

ARTICOLO 43. DEPOSITARIO

1. Il Direttore generale dell'Agenzia è il depositario della presente Convenzione.
2. Il depositario informa le Parti contraenti:
   i) della firma della presente Convenzione e del deposito di strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di adesione o di conferma, in conformità all'articolo 39;
   ii) della data in cui la Convenzione entra in vigore, in conformità all'articolo 40;
   iii) delle notifiche di denuncia della Convenzione effettuate in conformità all'articolo 42 e della data di queste notifiche;
   iv) dei progetti di emendamento alla presente Convenzione sottoposti da Parti contraenti, degli emendamenti adottati dalla relativa Conferenza diplomatica o dalla riunione delle Parti contraenti e della data di entrata in vigore di tali emendamenti, in conformità all'articolo 41.

ARTICOLO 44. TESTI AUTENTICI

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola sono ugualmente autentici, è depositato presso il Depositario che ne invia copie certificate conformi alle Parti contraenti.

IN FEDE DI CHE, I SOTTOSCRITTI A TAL FINE DEBITAMENTE AUTORIZZATI, HANNO FIRMATO LA PRESENTE CONVENZIONE.

Fatto a Vienna, il cinque settembre millenovecentonovantasette.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4673):

Presentato dall'on.le Calzolaio ed altri il 4 febbraio 2004.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 25 febbraio 2004, con pareri delle commissioni I, V, VIII, X e XII.

Esaminato dalla III commissione l'11 marzo 2004; il 19 maggio 2004; il 16 giugno 2004; il 21 luglio 2004; il 28 settembre 2004; il 7-21-27 ottobre 2004; il 16 novembre 2004; il 17 e 24 febbraio 2005; il 3 marzo 2005.

Esaminato in aula il 16 maggio 2005 e approvato in un testo unificato con atto C. 5546 d'iniziativa del Ministro degli affari esteri (Fini), del Ministro delle attività produttive (Marzano) e il Ministro dell'ambiente e territorio (Matteoli) il 17 maggio 2005.

Senato della Repubblica (atto n. 3428):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 24 maggio 2005, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 10ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 giugno 2005 ed il 6 luglio 2005.

Relazione scritta presentata l'11 luglio 2005 (atto n. 3428/*A* - relatore sen. Pellicini).

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 2005.

05G0303

AUGUSTA IANNINI, *direttore* Francesco Nocita, *redattore*

(G602001/1) Roma, 2006 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2006 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

		CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€ **400,00**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€ **220,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€ **285,00**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€ **155,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€ **780,00**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€ **412,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€ **652,00**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€ **342,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale *- parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2005.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **88,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo	*(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€ **320,00**
Abbonamento semestrale	*(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€ **185,00**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)		€ 1,00	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€ **180,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

€ 4,00